

# LOGEMENT & EMPLOI

ACTION  
LOGEMENT

RAPPORT  
ANNUEL  
2015

L'ÉNERGIE  
DE LA RÉFORME  
AU CŒUR  
DES TERRITOIRES

COMPRENDRE ACTION LOGEMENT	P.03
ENTRETIEN CROISÉ DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT	P.04
ÉDITO DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	P.06
ORGANISATION ET GOUVERNANCE	P.08
FAITS MARQUANTS	P.10
LE TOUR DE FRANCE DE NOS ACTIONS	P.12
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	P.14
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	P.15
Auvergne Rhône-Alpes	P.17
Bourgogne Franche-Comté	P.19
Bretagne	P.20
Centre - Val de Loire	P.21
Départements d'Outre Mer	P.22
Hauts-de-France	P.23
Île-de-France	P.25
Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées	P.28
Normandie	P.29
Pays de la Loire	P.30
Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse	P.31
ANNUAIRE DES CIL	P.32
PANORAMA CHIFFRÉ	P.33

L'ENJEU ESSENTIEL DE LA RÉFORME D'ACTION LOGEMENT, INITIÉE PAR UNE GOUVERNANCE PARITAIRE RENFORCÉE, EST DE GARANTIR À TOUS LES SALARIÉS, QUELLES QUE SOIENT LA TAILLE ET LA LOCALISATION DE LEUR ENTREPRISE, UN MEILLEUR ACCÈS AU LOGEMENT ET DONC À L'EMPLOI.

Grâce à l'engagement de ses équipes sur le terrain et à la future organisation qui sera structurée en cohérence avec les 13 nouvelles régions, Action Logement est mobilisé pour construire plus et mieux et mettre en œuvre sa capacité d'innovation. Implanté au plus près des besoins des entreprises et de leurs salariés, son objectif est d'offrir des réponses adaptées à l'évolution de leurs besoins et modes de vie.

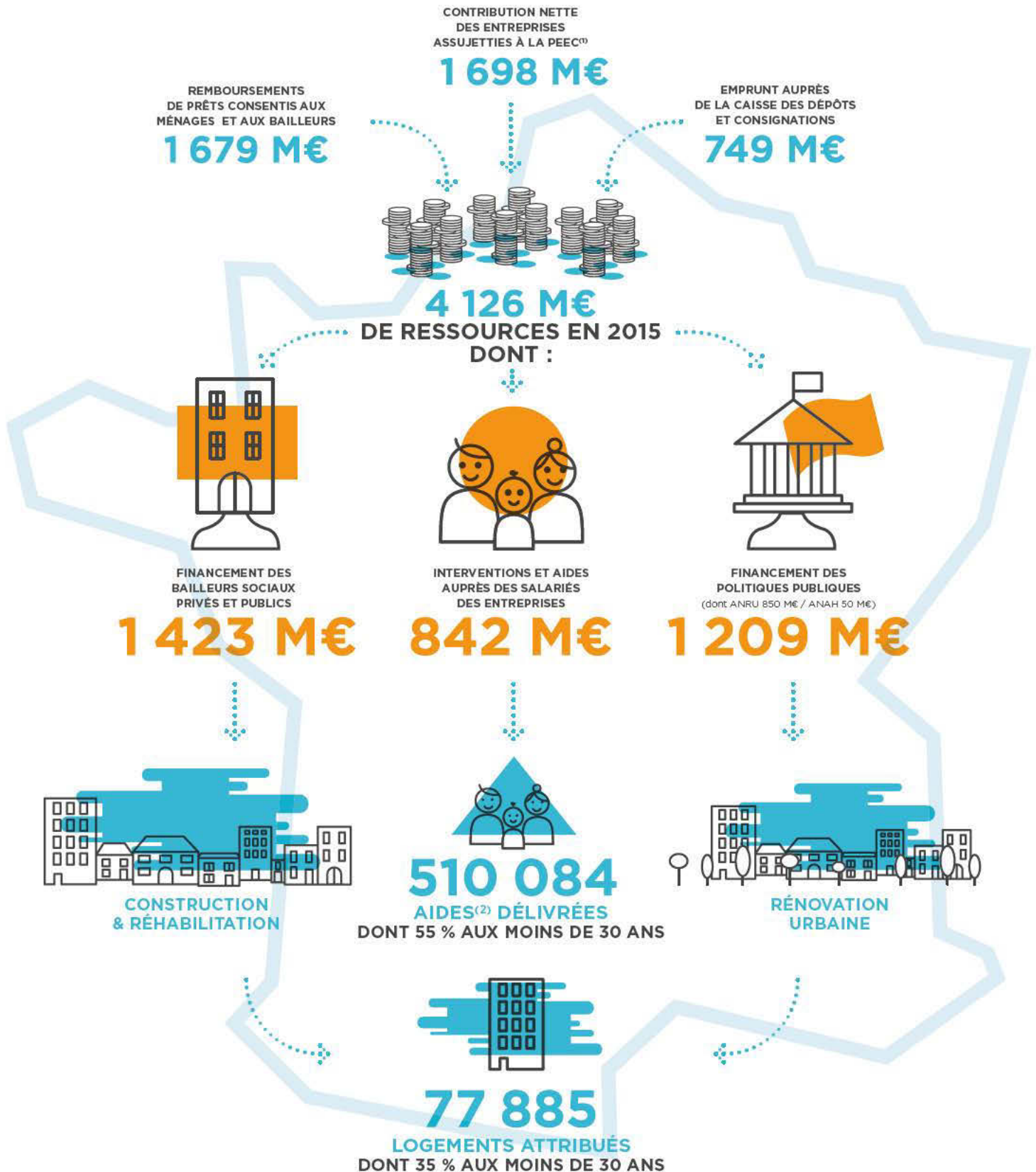
Dans cette édition du rapport annuel, nous vous invitons à plonger au cœur des régions, pour découvrir les actions concrètes mises en place pour, chaque jour, mieux servir l'emploi des salariés, la performance et la responsabilité sociale des entreprises, l'efficacité des acteurs du logement social et l'attractivité des territoires.

En 2015, année de transition, les 20 groupes CIL se sont mobilisés pour préfigurer cette ambitieuse réforme.

Bonne lecture.

# COMPRENDRE ACTION LOGEMENT

ACTION LOGEMENT, PILOTÉ PAR LES ORGANISATIONS PATRONALES ET SYNDICALES DE SALARIÉS, GÈRE PARITAIREMENT LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS À L'EFFORT DE CONSTRUCTION (PEEC) AFIN DE FACILITER LE LOGEMENT DES SALARIÉS ET AINSI FAVORISER LEUR ACCÈS À L'EMPLOI.



(1) LES ENTREPRISES DE + DE 20 SALARIÉS VERSENT LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS À L'EFFORT DE CONSTRUCTION OU PEEC, SOIT 0,45 % DE LEUR MASSE SALARIALE. L'ÉTAT ASSURE LA COMPENSATION POUR LES ENTREPRISES DE 10 À 20 SALARIÉS. LA PEEC NETTE CORRESPOND À LA CONTRIBUTION DES ENTREPRISES (1 855 M€) À LAQUELLE SONT SOUSTRATS LES MONTANTS REMBOURSÉS AUX ENTREPRISES DE LA PEEC SOUS FORME DE PRÊTS. (2) PRÊTS, AIDES ET SERVICES AUX SALARIÉS : AIDES LOCA-PASS\*, PRÊTS ACCESSION ET TRAVAUX, AIDES MOBILI-PASS\*, CIL-PASS MOBILITE\*, CIL-PASS ASSISTANCE\*...



AVEC LA RÉFORME,  
NOUS SOUHAITONS  
**DOUBLER NOTRE  
VOLUME DE PRODUCTION  
DE LOGEMENTS  
EN CINQ ANS AVEC  
UNE EXIGENCE  
ACCURUE DE QUALITÉ  
ET DE PERFORMANCE  
ÉNERGÉTIQUE.**”

Jacques Chanut,  
Président d'Action Logement



## UNE RÉFORME AU BÉNÉFICE DES SALARIÉS, DES ENTREPRISES ET DES TERRITOIRES

QUATRE QUESTIONS À JACQUES CHANUT, PRÉSIDENT D'ACTION LOGEMENT  
ET JEAN-BAPTISTE DOLCI, VICE-PRÉSIDENT D'ACTION LOGEMENT.

**En 2015, sous l'impulsion des Partenaires sociaux, Action Logement a lancé une réforme en profondeur de son modèle et de ses structures. Pourquoi maintenant ?**

**Jacques Chanut** > La bataille pour l'emploi réclame l'engagement de tous. Criante dans nos grandes métropoles, là où l'activité économique est la plus à même de favoriser l'embauche mais aussi trop souvent en cas de nouvel emploi, la difficulté de trouver un logement est un obstacle bien souvent insurmontable pour ceux qui entrent dans l'emploi ou pour les salariés mobiles. Faciliter le financement et la construction de nouveaux logements pour favoriser l'accès à l'emploi, c'est l'urgence que les Partenaires sociaux ont fait leur, en engageant une transformation radicale d'Action Logement.

**Jean-Baptiste Dolci** > Les salariés et les entreprises affrontent un contexte économique et d'emploi dégradé : le poids des dépenses de logement

dans le budget des ménages est accru, les embauches en contrats temporaires et précaires sont prépondérants, la difficulté à se loger constitue un obstacle à la mobilité et à l'emploi. Face à cette urgence, les Partenaires sociaux ont engagé la transformation d'Action Logement pour renforcer ce formidable outil au service de 14 millions de salariés répartis au sein de plus de 223 000 entreprises. Ils ont pris l'engagement ferme de maintenir le groupe Action Logement dans le champ de l'économie sociale et solidaire et d'élaborer un projet managérial et social exemplaire.

**En quoi le renforcement de la gouvernance paritaire constitue-t-il un atout majeur de cette réforme ?**

**Jacques Chanut** > Relever le défi du logement suscite un engagement unanime de tous les Partenaires sociaux. Action Logement a choisi

de renforcer sa gouvernance paritaire à chaque échelon de son organisation. Le pilotage opérationnel des cinq entités du groupe sera supervisé par les Partenaires sociaux. C'est la garantie que toutes les actions du groupe seront menées au bénéfice des entreprises et de leurs salariés, ce qui n'était pas toujours assuré dans le cadre de l'organisation actuelle. La distribution des aides et des services financés au moyen de cette participation sera rationalisée et simplifiée, mais adaptée à chaque territoire, à chaque bassin d'emploi. En mutualisant nos moyens et en réduisant ainsi nos frais de fonctionnement, le groupe Action Logement sera plus performant et en même temps plus proche des territoires.

**Jean-Baptiste Dolci** > Cette gouvernance fondée sur un dialogue social renforcé sera déclinée dans les 13 régions, grâce à la mise en place de comités régionaux Action Logement. Installés en 2016 et pleinement opérationnels début 2017, ces comités, animés par les



LES PARTENAIRES SOCIAUX ONT ENGAGÉ LA TRANSFORMATION D'ACTION LOGEMENT POUR **RENFORCER CE FORMIDABLE OUTIL AU SERVICE DE 14 MILLIONS DE SALARIÉS RÉPARTIS AU SEIN DE PLUS DE 223 000 ENTREPRISES.**"

Jean-Baptiste Dolci,  
Vice-président d'Action Logement



Partenaires sociaux, assureront le dialogue avec les collectivités territoriales, les institutions et les entreprises. Ils permettront à Action Logement de disposer d'une meilleure connaissance des besoins locaux. Ils s'appuieront également sur des partenariats constructifs avec les collectivités locales et les élus. À chaque échelon, cette nouvelle organisation paritaire permettra que les décisions prises s'appliquent partout et au service de tous.

#### Que peuvent attendre les entreprises et leurs salariés de cette réforme ?

**Jacques Chanut** > Action Logement proposera des services de proximité et un accompagnement renforcé pour les entreprises et les salariés. Aux entreprises, il s'agit d'apporter une réelle valeur ajoutée pour faciliter le recrutement, l'intégration, l'évolution professionnelle de leurs salariés en favorisant l'accès à une offre de logements économiquement accessibles sur tout le territoire. Nos activités et nos ressources seront mieux coordonnées pour que les logements construits et financés répondent à une demande mieux identifiée. Cette dynamique est déjà engagée : en 2015, Action Logement a produit 25 000 logements et obtenu 70 000 réservations de logements dédiés aux salariés, en contrepartie des financements accordés aux bailleurs sociaux. Nous contribuons ainsi à 30 % de la construction HLM en France.

Par ailleurs, la Convention signée avec l'Union Sociale pour l'Habitat le 10 novembre dernier, garantit aux bailleurs sociaux, quel que soit leur statut, l'équité d'accès à nos financements. Nous continuons de soutenir la production dans les zones tendues, et d'accompagner la revitalisation

des villes et quartiers pour renforcer leur attractivité. Avec la réforme, nous souhaitons doubler notre volume de production de logements en cinq ans, avec une exigence accrue de qualité et de performance énergétique.

**Jean-Baptiste Dolci** > Aujourd'hui, 90 % des emplois pourvus sont des contrats temporaires. Avec cette réforme, nous allons concentrer nos efforts sur nos publics prioritaires : les salariés précaires, les jeunes actifs (dont les alternants) et les salariés en mobilité professionnelle. Le déploiement d'une marque unique va nous assurer une meilleure visibilité et un accès facilité à nos aides et services, notamment en ligne. Enfin, avec l'APAGL, nous allons développer de nouvelles offres, comme récemment la garantie de loyer Visale, dédiée au parc privé, afin de lever la difficulté à se loger quand on a trouvé un emploi. Une enveloppe de 120 millions d'euros aidera, chaque année, 150 000 ménages à trouver un logement. Notre objectif est globalement d'augmenter de 20 % le nombre de salariés bénéficiant de nos services. Pour cela, nous comptons sur la mobilisation et l'expertise des 18 000 collaborateurs du groupe dans une dynamique de service client.

#### Acteur historique du renouvellement urbain, Action Logement a signé une nouvelle Convention avec l'État et l'ANRU. Quels sont vos objectifs ?

**Jacques Chanut** > Action Logement est de longue date un partenaire très engagé aux côtés de l'État, dans sa politique du logement. Avec la Convention quinquennale signée fin 2014, qui clarifie le rôle d'Action Logement dans le cadre de cette

politique, nous nous sommes réengagés fortement en faveur des quartiers. En signant fin 2015 la Convention tripartite avec l'État et l'ANRU, nous devenons le financeur quasi exclusif du Nouveau programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Dans ce cadre, nous souhaitons être davantage impliqués et mettre nos expertises et notre vigilance au service des habitants, des quartiers et de leur réhabilitation.

**Jean-Baptiste Dolci** > Plus que jamais, Action Logement sera attentif à ce que les fonds alloués favorisent la rénovation urbaine, mais aussi la mixité sociale, la diversité de l'habitat et le logement des salariés – notamment via l'accession à la propriété. La question de la mobilité des salariés est au cœur des savoir-faire d'Action Logement et elle rejoint tout à fait les objectifs de mixité sociale du NPNRU. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) peuvent jouer un rôle majeur dans les questions de mobilité professionnelle si la transformation urbaine et foncière est de qualité. L'Association Foncière Logement, opérateur d'Action Logement, est spécifiquement dédiée à ces sujets et sa valeur ajoutée est déjà mesurée : 20 % des locataires entrants sont en mobilité professionnelle, moins de 10 % proviennent du quartier et 50 % de la région au sens large. On le sait, tout projet de renouvellement urbain réussit dès lors qu'il permet au quartier de redevenir attractif. Loger les salariés dans les quartiers rénovés, c'est donc relancer et dynamiser les parcours résidentiels, ouvrir les quartiers et les esprits de chacun. Cela s'inscrit parfaitement dans notre mission d'intérêt général.



EN UNE ANNÉE,  
LE GROUPE **ACTION  
LOGEMENT A OPÉRÉ UN  
VÉRITABLE CHANGEMENT  
DE PARADIGME.**

NOUS AVONS MENÉ UN  
TRAVAIL CONSIDÉRABLE.  
LA DYNAMIQUE POSITIVE  
À L'ŒUVRE AU SEIN  
DE NOS ÉQUIPES SE  
POURSUIT BIEN ENTENDU  
EN 2016. LES LIGNES DE  
FORCE DE LA RÉFORME  
SONT CLAIRES, AINSI QUE  
SES MODALITÉS DE MISE  
EN ŒUVRE. CHACUN EN  
BÉNÉFICIERA.”

**BRUNO ARBOUET,**  
Directeur général d'Action Logement



## NOS OBJECTIFS : DÉVELOPPEMENT, EFFICACITÉ, INNOVATION, ÉQUITÉ

BRUNO ARBOUET, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ACTION LOGEMENT REVIENT SUR LA NOUVELLE ORGANISATION ET SES BÉNÉFICES OPÉRATIONNELS.

### Que peuvent attendre les entreprises de la réforme ?

Grâce à sa nouvelle organisation, Action Logement apportera à toutes les entreprises, quelles que soient leur taille et leur localisation, la garantie d'une offre de base homogène, une distribution équitable de ses produits, et un niveau équivalent de qualité et de délai de service.

Nos délégations régionales et nos implantations départementales faciliteront la mise en place d'un service de proximité personnalisé et de qualité. Elles répondront aux besoins spécifiques de chaque bassin d'emploi. Notre ambition est d'augmenter de plus de 20 % le nombre des bénéficiaires de nos offres d'ici 2020. Nous devons développer des solutions toujours plus innovantes, notamment numériques.

### Quels seront les changements pour les salariés bénéficiaires ?

En premier lieu, il s'agira de réinterroger nos services aux entreprises et aux salariés : il est frappant de constater qu'au-delà de nos produits « catalogue » pour les salariés, nous avons toujours su démontrer collectivement une réelle capacité d'innovation. Nous disposons aujourd'hui d'une offre foisonnante qui peut parfois manquer de clarté. Elle doit être interrogée au regard des priorités fixées par les Partenaires sociaux pour renforcer notre action auprès des travailleurs précaires, souvent jeunes, mais également des salariés en mobilité ou devant faire face à des difficultés passagères.

Preuve de notre capacité à lever les freins à l'emploi et répondre efficacement à l'évolution des besoins des salariés, nous avons conçu le nouveau dispositif de sécurisation des loyers dans le parc privé. Visale est le premier produit Action Logement lancé depuis l'annonce de la réforme.

### Allez-vous maintenir les financements du logement social et intermédiaire à leur niveau actuel ?

Action Logement est l'un des financeurs majeurs du logement social en France, et le restera. Nous jouons un rôle clé aux côtés des organismes du logement social pour développer la production en zones tendues, ou accroître la réhabilitation du patrimoine existant dans les communes où la tension immobilière est moindre.

Pour guider notre politique d'investissement, nous nous appuyons sur une cartographie factuelle, objective et prospective établie en concertation avec les bailleurs sociaux et les collectivités locales. Elle recense les besoins des salariés et des entreprises dans chaque territoire. Cette cartographie nous permet de mieux cibler nos investissements et les types de projets à développer pour les salariés, là où cela est nécessaire (logements locatifs ou en accession, sociaux ou intermédiaires, résidences temporaires, foyers de jeunes travailleurs, requalification, réhabilitation, etc.). Nous réfléchissons aussi à la mise en place d'engagements pluriannuels avec les principaux groupements de collectivités locales, avec contrats d'objectifs, pour accompagner notre politique d'investissement avec nos filiales et l'ensemble des organismes du logement social.

### Que peuvent attendre les territoires de cette réforme – notamment face à la problématique zones tendues / zones détendues ?

Notre nouvelle organisation, structurée en 13 régions, doit nous permettre de développer une approche de proximité et une compréhension encore plus fine des territoires dans leurs dimensions économiques, politiques et immobilières.

Des comités régionaux Action Logement seront installés dès le printemps 2016 dans chaque région. Composés de représentants des entreprises et des salariés de chaque région, ils seront très attentifs au développement d'une offre adaptée aux réalités du territoire, particulièrement dans les zones tendues. Les membres de ces comités veilleront également à contribuer à la redynamisation des villes et des quartiers aujourd'hui moins attractifs, notamment en soutenant des projets de réhabilitation, de construction et des expérimentations innovantes.

Ils constitueront, pour les élus locaux et nos partenaires, des interlocuteurs engagés et de confiance.

### Quelles prochaines étapes fixez-vous aux équipes d'Action Logement ?

Nous vivons une période intense qui mobilise déjà tous les CIL. Nos équipes se retrouvent autour de la vision d'un groupe uni et plus efficace. La mutualisation des bonnes pratiques, des innovations et les gains de productivité seront bientôt tangibles. Action Logement redéfinit sa place dans son écosystème et dans un nouvel environnement réglementaire et économique en pleine mutation. L'organisation juridique et financière du groupe sera simplifiée pour être plus efficace. Nous créons 3 entités au lieu de 21 : la structure de tête assurera le pilotage et la stratégie, le pôle services sera déployé sur les 13 régions et le pôle immobilier coordonnera les filiales immobilières représentant 950 000 logements.

Nous revoyons nos process et nos outils afin de faire plus et mieux grâce aux moyens que nous donnent les entreprises. Notre enjeu est double. D'une part, nos clients doivent avoir accès plus facilement à nos services et voir le traitement de leurs demandes simplifié et fluidifié. D'autre part, nous menons cette transition dans des conditions de sûreté et de qualité inchangées pour nos clients et pour nos équipes. La mobilisation de nos 18 000 salariés est totale, elle se déroule dans le cadre d'un dialogue social interne exemplaire avec l'objectif de sécuriser l'emploi de chacun. Ce mouvement crée une formidable énergie. La dynamique de la réforme est la meilleure preuve de sa pertinence.



# ORGANISATION

LE 9 AVRIL 2015, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A APPRUVÉ LES ORIENTATIONS POUR REFONDER LES STRUCTURES D'ACTION LOGEMENT TELLES QU'ELLES ONT ÉTÉ DÉTERMINÉES PAR LES PARTENAIRES SOCIAUX. IL A DONNÉ MISSION À BRUNO ARBOUET - QUI EXERCE LE MANDAT DE DIRECTEUR GÉNÉRAL DEPUIS LE 15 MARS 2015 - DE PRÉFIGURER L'ORGANISATION DU FUTUR GROUPE ACTION LOGEMENT.

**Le groupe Action Logement bénéficiera d'une gouvernance paritaire renforcée. Les Partenaires sociaux seront présents et impliqués à tous les niveaux de la nouvelle organisation.**

### Action Logement groupe.

La structure faitière pilotera le groupe, les relations avec l'État et la communication institutionnelle.

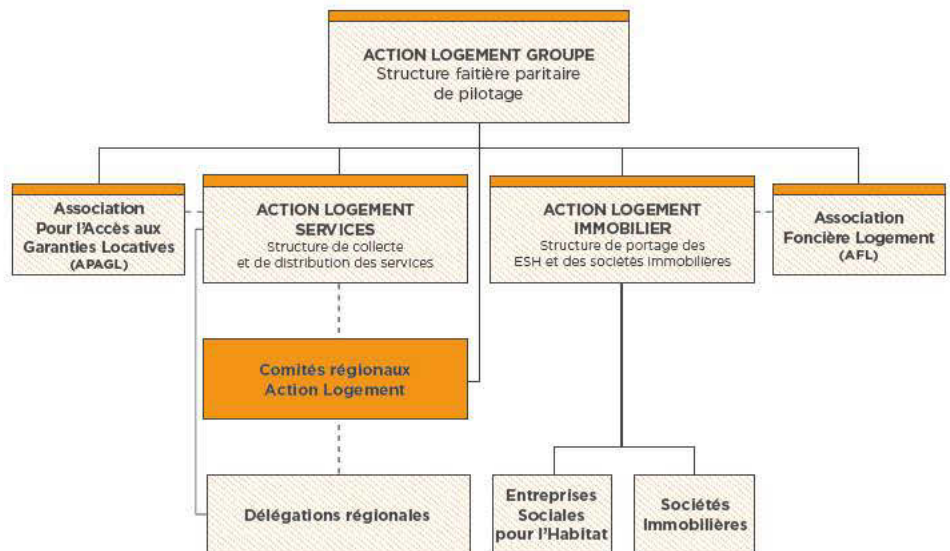
### Action Logement Services.

Le pôle services assurera la collecte et la distribution des aides et services aux entreprises. Il regroupera les salariés actuels des CIL et des filiales non immobilières. Action Logement Services sera présent sur le territoire avec 13 délégations régionales.

### Action Logement Immobilier.

Le pôle immobilier portera l'ensemble des participations des actuels CIL dans les ESH et les autres structures immobilières.

Dans chaque région sera constitué un **comité régional Action Logement** qui sera composé paritairement et représentera politiquement Action Logement dans la région.



## NOMINATIONS

Vanina Mercury, Elodie Aucourt-Pigneau et Jean-Luc Guitard ont été nommés pour préfigurer, auprès de Bruno Arbouet, l'organisation des 3 nouvelles structures d'Action Logement, respectivement Action Logement groupe, Action Logement Services et Action Logement Immobilier.



Vanina Mercury



Elodie Aucourt-Pigneau



Jean-Luc Guitard





# GOVERNANCE

## LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

TITULAIRES	ORGANISATIONS	SUPPLÉANTS
<b>ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS</b>		
Jacques Chanut (Président)	MEDEF	Roger Thune
Bertrand Castagné	MEDEF	Pierre-Antoine Kern
Jean-François Buet	MEDEF	Sophie Breton
Alexandra François-Cuxac	MEDEF	Serge Richard
Bernard Verquerre	CGPME	Martine Guibert
<b>ORGANISATIONS DE SALARIÉS</b>		
Jean-Baptiste Dolci (Vice-président)	FO	Hervé Carrusca
Alexandre Grillat	CFE-CGC	Catherine Halbwachs
Alain Kauffmann	CFTC	Nathalie Baldacci
Patrice Langinier	CGT	Jacqueline Errot
Jean-Yves Lautridou	CFDT	Elisabeth Kahn

## LES COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT

TITULAIRES	MINISTÈRES	SUPPLÉANTS
Laurent Girometti	Ministère du Logement	Clémentine Pesret
Olivier Meilland	Ministère du Budget	Louis D'Humières
Jérôme Reboul	Ministère de l'Économie	Arnaud Guigne



En 2015, la première convention groupe Action Logement rassemble les Partenaires sociaux des Conseils d'Administration des trois nouvelles structures du futur groupe.



## FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

MARS 2015

**Jean-Baptiste Dolci, Vice-président d'Action Logement, est nommé Vice-président du Conseil d'Administration de l'ANRU.**

Le Conseil d'Administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) nomme à sa Vice-présidence Jean-Baptiste Dolci, pour une durée de trois ans. Cette nomination s'inscrit dans le cadre de la signature de la Convention quinquennale État/Action Logement pour la période 2015-2019.

Elle concrétise la volonté des Partenaires sociaux d'être davantage reconnus en tant que principal financeur de l'ANRU et impliqués dans la mise en œuvre du NPNRU.

MARS 2015

**12 mars 2015 : 2<sup>e</sup> journée nationale CIL-PASS ASSISTANCE®.**

L'ensemble des conseillers sociaux du groupe spécialisés dans le maintien ou l'accès au logement se sont réunis en présence du Président d'Action Logement, afin de dresser un bilan des actions menées en 2014 et de déterminer les grandes orientations pour 2015-2020. Créé en 2004 par Action Logement, le CIL-PASS ASSISTANCE® est un service d'accompagnement personnalisé, confidentiel et gratuit. Il a pour objectif d'aider les salariés en difficulté du fait d'accidents de la vie (éclatement familial, surendettement, problème de santé, etc.) qui fragilisent le maintien dans leur logement. Régi par une « charte qualité nationale », ce service couvre l'analyse de la situation globale du salarié et la recherche de solutions sur-mesure.

Depuis sa création, 103 000 salariés ont pu en bénéficier et il a été délivré à 15 000 ménages en 2014, soit près de 8 % de plus qu'en 2013.



**“CETTE NOMINATION CONFIRME LA POURSUITE DE L'ENGAGEMENT FORT D'ACTION LOGEMENT DANS LA POLITIQUE DE RÉNOVATION URBAINE. TOUT EN CONDUISANT NOTRE MISSION VISANT À FACILITER LE LOGEMENT POUR FAVORISER L'EMPLOI, NOUS CONTRIBUONS À DÉVELOPPER LA MIXITÉ SOCIALE DANS LES QUARTIERS ANRU.”**

Jean-Baptiste Dolci,  
Vice-président d'Action Logement



AVRIL 2015

**Le Conseil d'Administration décide d'engager une réforme en profondeur d'Action Logement afin de constituer un grand et véritable groupe, inscrit dans l'économie sociale et solidaire.**

Sous l'impulsion des Partenaires sociaux, Action Logement entreprend une refonte de son modèle et de ses structures pour constituer un grand groupe, destiné à renforcer le lien emploi/logement en développant l'offre de services et de produits au bénéfice des salariés.

Ce projet, qui amplifie les réformes engagées depuis de nombreuses années, a pour objectif de rendre le dispositif plus lisible, plus efficient et plus équitable. Cette réforme ambitieuse se traduira par un projet social et managérial exemplaire et un renforcement de la gouvernance paritaire afin que les décisions prises s'appliquent partout et au service de tous.

JUIN 2015

**Assemblée Générale : les Partenaires sociaux approuvent le projet de réforme. Sylvia Pinel affirme son soutien à la réforme Action Logement.**

Soutenu par le Gouvernement en la personne de Sylvia Pinel, Ministre du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité, ce projet de réforme radicale est destiné à renforcer l'efficacité économique et sociale d'Action Logement au service de l'emploi des salariés, de la performance des entreprises et de la relance de la politique du logement.

Les Partenaires sociaux se sont félicités du « pacte de confiance » renouvelé avec l'État et de l'engagement conjoint pour conduire cette transformation.

SEPTEMBRE 2015

**Congrès USH : le Président de la République annonce le lancement prochain de Visale.**

Lors du discours qu'il prononce au Congrès de l'Union Sociale de l'Habitat, François Hollande annonce la création effective de Visale au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ce nouveau service d'Action Logement de cautionnement des loyers du parc privé est accessible :

- à tous les salariés précaires du secteur privé dès lors que l'entrée dans l'emploi et dans le logement s'effectuent dans des délais rapprochés ;
- aux jeunes salariés de moins de 30 ans, avec des conditions assouplies ;
- aux ménages accompagnés dans le cadre d'une intermédiation locative, qu'ils soient salariés ou non.

Il rappelle également l'engagement du Gouvernement, aux côtés d'Action Logement, de loger les travailleurs, les salariés, les actifs, les jeunes et de favoriser l'accession sociale à la propriété.

OCTOBRE 2015

**L'État, l'ANRU et Action Logement signent une Convention tripartite pour le financement du NPNRU.**

Cette Convention, qui couvre la période d'octobre 2015 au 31 décembre 2019, confirme l'engagement massif d'Action Logement en faveur du renouvellement urbain et du logement des salariés. Elle précise la mobilisation de 5 milliards d'euros générant 20 milliards d'investissements, destinés à rénover les quartiers prioritaires et à favoriser la mixité sociale, l'égalité et la citoyenneté.

Cette Convention définit les modalités de financement du NPNRU et le calendrier de versement, les contreparties en faveur d'Action Logement — les apports à la mixité sociale grâce à la construction et à l'attribution de logements de qualité aux salariés dans les quartiers — et l'ambitieux dispositif de suivi, de pilotage et d'évaluation du NPNRU. Action Logement financera 93 % du NPNRU, la Caisse de garantie du logement locatif social et la Caisse des Dépôts complétant ce dispositif.



**“LA CONVENTION QUE NOUS VENONS DE SIGNER CONFIRME LE PRINCIPE D'UNIVERSALITÉ ET D'ÉQUITÉ QUI PRÉSIDE AUX RELATIONS ENTRE ACTION LOGEMENT ET L'ENSEMBLE DES BAILLEURS SOCIAUX.”**

Jacques Chanut,  
Président d'Action Logement



NOVEMBRE 2015

**Organisation de la première convention du groupe Action Logement en présence de Sylvia Pinel et signature d'une Convention avec l'USH.**

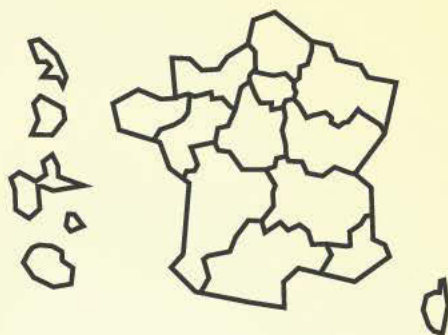
Lors de la première convention du groupe Action Logement, en présence de Sylvia Pinel, le Président d'Action Logement et Jean-Louis Dumont Président de l'USH, signent une Convention confirmant le principe d'universalité et d'équité qui préside aux relations entre Action Logement et l'ensemble des bailleurs sociaux. Une étape majeure dans la mise en place de la réforme initiée par les Partenaires sociaux et l'occasion de réaffirmer la solidité des liens entre Action Logement et le secteur HLM. Le Groupe se fixe en effet des objectifs ambitieux de construction de logements sociaux et intermédiaires pour faciliter l'accès au logement — et donc, à l'emploi — des ménages, notamment des jeunes actifs et des salariés en mobilité professionnelle.

DÉCEMBRE 2015

**L'État et Action Logement signent la Convention de mise en œuvre de Visale, le nouveau dispositif pour sécuriser les loyers dans le parc privé.**

De nombreuses études montrent qu'un grand nombre de personnes ne peuvent accéder à un emploi faute de logement, notamment dans le parc locatif privé. Les bailleurs exigent de plus en plus de garanties que les salariés entrant dans un emploi ne peuvent pas toujours fournir, du fait de contrats majoritairement précaires (CDD, Intérim, etc.), ou étant en période d'essai. Dans ce contexte, l'État et les Partenaires sociaux d'Action Logement ont travaillé ensemble à la mise en place de Visale, un nouveau service de cautionnement des loyers du parc privé, totalement gratuit. Il garantira aux bailleurs du parc privé le paiement des loyers impayés durant les 3 premières années du bail.

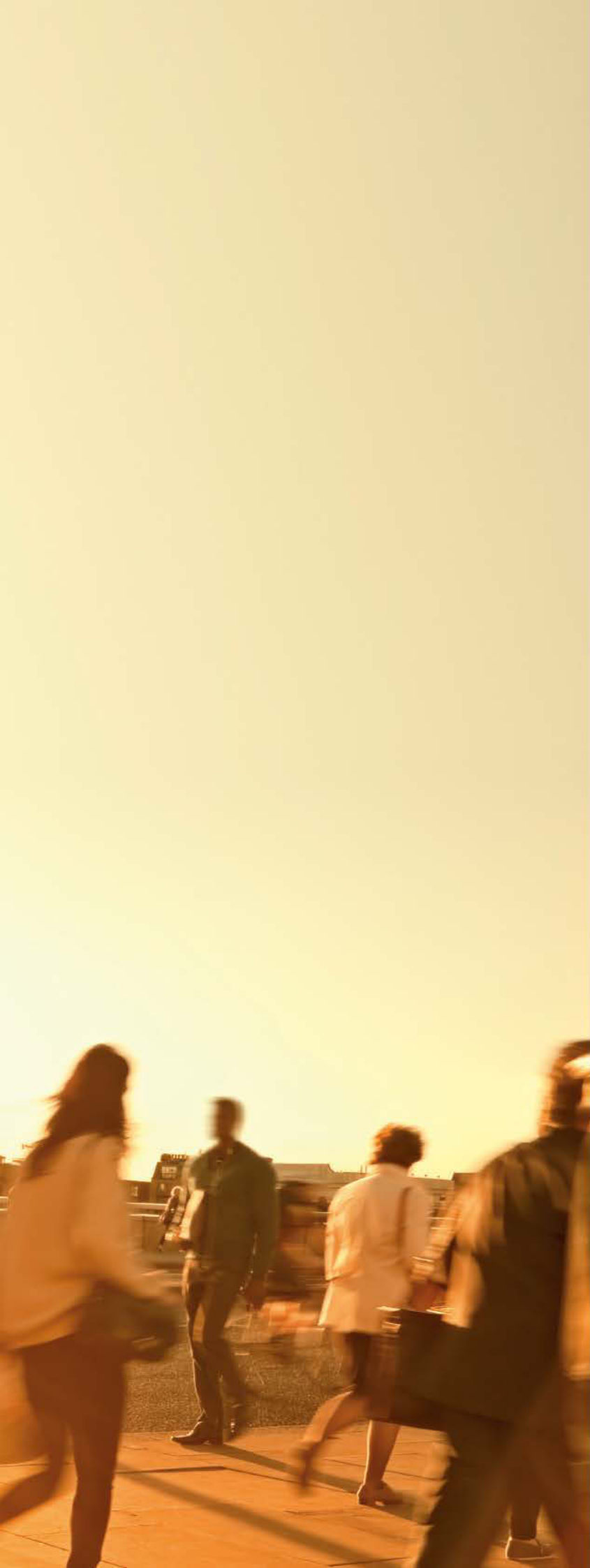
Les démarches opérationnelles et les discussions avec l'État destinées à permettre la mise en œuvre du nouveau dispositif de sécurisation locative Visale ont été menées tout au long de l'année 2015. La Convention entre l'État et l'UESL de mise en œuvre du dispositif de sécurisation Visale a été signée le 24 décembre 2015, permettant le lancement, le 20 janvier 2016, du nouveau dispositif.



# LE TOUR DE FRANCE **DE NOS ACTIONS**

À TRAVERS SES DEUX MISSIONS - CONSTRUIRE ET FINANCER DES LOGEMENTS, ACCOMPAGNER ET LOGER LES SALARIÉS - ACTION LOGEMENT CONTRIBUE AU DYNAMISME ET À L'ATTRACTIVITÉ DES ENTREPRISES EN S'APPUYANT SUR UN MAILLAGE TERRITORIAL FORT ET UN DIALOGUE CONSTRUCTIF AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU LOGEMENT DANS CHACUNE DES RÉGIONS.





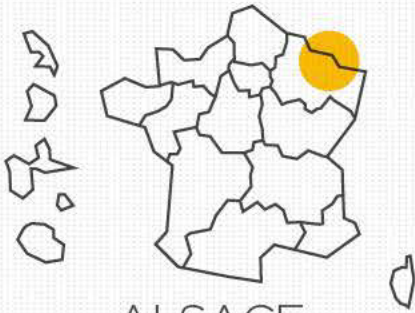
En 2015, Action Logement a poursuivi ses missions et renforcé son action pour répondre aux besoins des salariés en matière de logement. Avec l'appui des Entreprises Sociales pour l'Habitat et des filiales immobilières du groupe, les équipes se sont mobilisées partout en France pour développer des solutions logement adaptées, en mettant notamment l'accent sur le logement des jeunes, la mobilité et l'aide aux salariés en difficulté.

#### Construire, réhabiliter, financer des logements sociaux et intermédiaires

Avec près de 25 000 logements livrés en 2015, Action Logement avec l'ensemble des acteurs immobiliers du groupe, a poursuivi ses efforts de développement de logements sociaux et intermédiaires, en lien avec les politiques locales de l'habitat, pour répondre aux attentes des entreprises et de leurs salariés en matière d'offre nouvelle de logements. Opérateur et principal financeur de la politique de renouvellement urbain, Action Logement a participé activement à l'amélioration et à la diversification de l'habitat, favorisant ainsi la mixité sociale au sein des quartiers. Fort d'un patrimoine de 950 000 logements sociaux et intermédiaires, le groupe peut proposer une offre de logements complète, de qualité, répondant aux normes de performance énergétique et de respect de l'environnement au plus près des bassins d'emploi.

#### Un accompagnement adapté aux besoins des salariés

En 2015, Action Logement a délivré plus de 587 000 aides et attributions de logements. En lien avec les entreprises et les acteurs institutionnels locaux, Action Logement a en effet poursuivi sa mission d'accompagnement des salariés dans leur parcours résidentiel et professionnel. Grâce à une offre locative diversifiée et à des produits et services d'accompagnement adaptés aux besoins des salariés, les équipes d'Action Logement ont pu apporter une aide concrète, performante et innovante. Que ce soit en proposant du logement temporaire, du logement locatif social, de l'accession sociale à la propriété, de l'accompagnement personnalisé aux salariés en difficulté, ou encore des dispositifs d'aide à la mobilité, Action Logement affirme sa vocation d'acteur majeur du logement au service de l'emploi, de la performance des entreprises et de l'attractivité des territoires.



ALSACE  
CHAMPAGNE-  
ARDENNE  
LORRAINE



STRASBOURG (67)

Eco-quartier Brasserie : la renaissance

Ancien quartier populaire et fief des Brasseries Kronenbourg qui l'ont quitté en 2000, le « Vieux Cronenbourg » devient, avec ce projet, un éco-quartier favorisant la mixité sociale. Parmi ses atouts : une population rajeunie et diversifiée, une bonne desserte par le tramway et un linéaire commercial le long de la route de Mittelhausbergen, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg. L'aménageur (la SERS), Logilia et sa filiale Néolia ont ainsi choisi de construire 2 immeubles d'une surface habitable totale de 1395 m<sup>2</sup>, comprenant respectivement 12 et 9 logements, soit 21 logements labellisés Habitat & Environnement. Au sein de ces immeubles, 6 logements sociaux PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) et 15 logements PLUS (prêt locatif à usage social) pourront être proposés aux salariés en difficulté.

Photo n° 1



HAGUENAU (67)

Alter et Toit : une résidence pour les jeunes alternants

Située au cœur d'un éco-quartier sur une ancienne friche militaire en cours de reconversion, la résidence Alter et Toit (6 000 m<sup>2</sup>) propose une centaine de logements destinés aux apprentis et stagiaires dont 85 studios meublés (label RT 2012), 19 logements locatifs (BBC Effinergie rénovation) et un restaurant.

Le bâtiment qui sera livré en septembre 2016 dispose également de 650 m<sup>2</sup> de locaux d'activités en lien avec l'orientation et la formation des jeunes.



À l'origine de ce projet, un accord de consortium « Habitat Junior 67 » signé par des partenaires locaux et les collectivités territoriales, concernant la construction de logements dédiés aux alternants. L'opération est réalisée par l'ESH BATTIGERE Nord-Est et les logements seront gérés par AMITEL, une association œuvrant pour le logement des jeunes en formation par alternance dans le département. CILGERE a apporté son concours à hauteur de 900 000 euros et bénéficie de 30 réservations pour répondre aux besoins de ses entreprises locales. Photo n° 2



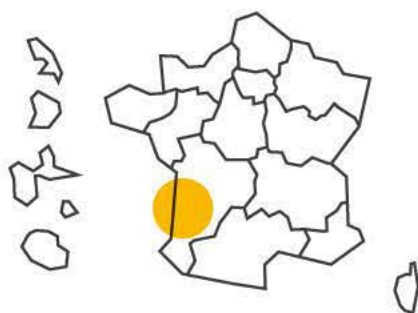
RAMBERVILLERS (88)

Vosges : mon premier appart, mode d'emploi

En janvier 2016, ALIANCE Territoires, CILGERE et Plurial Entreprises ont lancé « Mon premier appart, mode d'emploi » en partenariat avec la CAF, le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) de Rambervil-

lers, l'Association pour le Développement de l'Habitat, l'Accompagnement, le Logement et l'Insertion (ADALI) et l'Association Vosgienne d'Information et d'Aide au Logement (AVIAL), VOSGELIS (bailleur social) et Emmaüs. L'organisation opérationnelle est assurée par la « Maison de la Solidarité et de la Vie Sociale ».

Dédiée aux jeunes de 18 à 30 ans habitant le territoire de Rambervillers et Bruyères, cette initiative propose de leur fournir les conseils utiles pour la recherche de leur premier logement et éviter les impayés. Au programme : mise à disposition d'un appartement témoin par le bailleur VOSGELIS et meublé par Emmaüs, visites de 4 ateliers sur le logement. L'objectif est de faciliter la rencontre entre les jeunes et les professionnels compétents afin de permettre aux jeunes d'anticiper leur projet de logement et de les sensibiliser aux responsabilités de locataire. De nouvelles éditions sont déjà envisagées, en étendant le périmètre d'action à l'ensemble des jeunes du territoire des Vosges et en intégrant de nouveaux partenaires comme les lycées et les centres de formation.



## AQUITAINE LIMOUSIN POITOU- CHARENTES



BORDEAUX (33)

### Une résidence intergénérationnelle dédiée à la musique

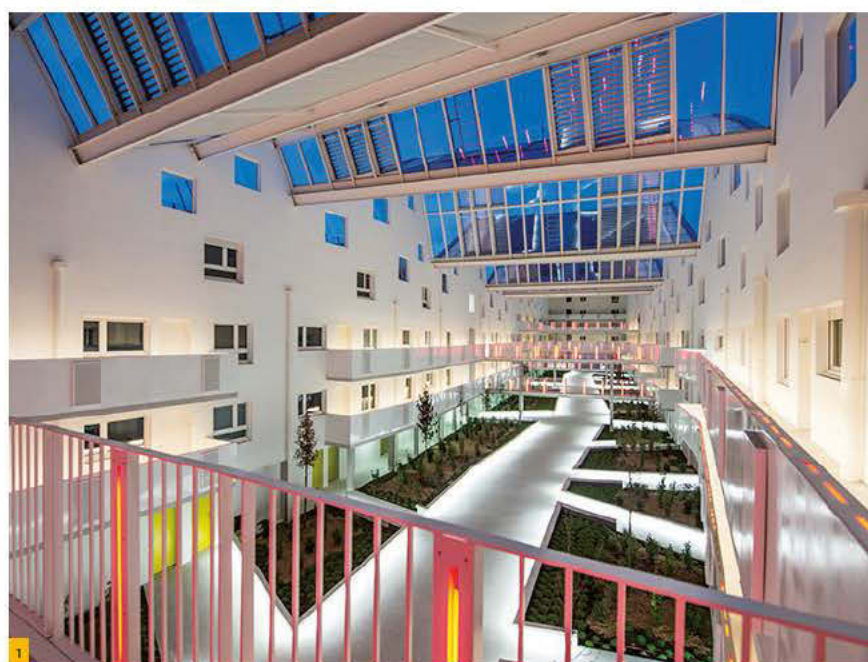
Avec Concertô, Logévie, filiale d'ALIANCE Territoires propose aux locataires de tous âges et de tous horizons, de se retrouver autour du thème de la musique grâce à 3 espaces adaptés et des activités animées par une association. Concertô propose également 24 logements adaptés aux seniors d'aujourd'hui : des T3 seniors en colocation, permettant de rompre l'isolement et de réduire le montant du loyer et des T2 seniors évolutifs dotés d'une cloison mobile afin de créer une chambre d'appoint ponctuelle dans le salon. Simple et pratique d'usage, ce procédé permet aux seniors de recevoir des enfants, des amis, etc. Ces logements bénéficient également d'équipements spécifiquement adaptés aux besoins des seniors. ▶ Photo n° 3



BORDEAUX (33)

### Bordeaux Blanqui : des logements sociaux éco-conçus

Situé aux Bassins à flot, un nouveau quartier de Bordeaux, inscrit dans le périmètre du Patrimoine mondial de l'humanité, le bâtiment conçu par l'architecte urbaniste Nicolas Michelin (ANMA) et construit par Domofrance, filiale d'ALIANCE Territoires, comprend 5 locaux d'activités et 149 logements locatifs. Parmi eux, 104 ont été financés en PLUS, 14 en PLAI et 31 en PLS. Tous les logements répondent aux critères de la certification Habitat & Environnement / BBC : le



programme s'organise en deux corps de bâtiment parallèles séparés par un jardin commun abrité par une toiture en shed, un bel atrium largement vitré et en partie équipé de panneaux photovoltaïques qui favorisent un apport énergétique performant. Les eaux pluviales des toitures sont récupérées et stockées pour arroser le jardin agrémenté d'espèces végétales variées. ▶ Photo n° 1



AGEN (47)

### CILIOPIÉE Habitat rénove la Tour Marmande

Une grande partie de la population du Lot-et-Garonne peut prétendre à un logement social, mais très peu de demandes sont adressées aux bailleurs sociaux. Fort de ce constat, CILIOPIÉE Habitat, filiale de CILGERE, s'attache à proposer des logements sociaux abordables, accessibles et dotés de nombreux services.

Dans cette optique, elle a lancé un chantier d'envergure en plein centre-ville d'Agen, en réhabilitant l'îlot Saint-Martial, un immeuble urbain laissé à l'abandon depuis plusieurs années. CILIOPIÉE Habitat avait pour contrainte de restaurer et de mettre en valeur les vestiges de cette partie des anciens remparts de la ville, datant du bas Moyen Âge, et notamment d'une des trois dernières tours visibles à Agen : l'ancienne tour de Marmande. Si CILIOPIÉE Habitat a choisi ces locaux pour installer sa nouvelle agence commerciale, elle a surtout créé 15 appartements à loyer abordable, du T1 au T3, accessibles aux personnes à mobilité réduite, et deux locaux d'activité. ▶ Photo n° 2



LA ROCHELLE (17)

**Le Patio d'Hermès : plus de logements pour les salariés en centre ville**

Pour répondre aux besoins exprimés par les salariés d'entreprises rochelaises, la SA Le Foyer, filiale ESH d'Action Logement Nord, a acquis 33 logements collectifs en usufruit locatif social sur une durée de 15 ans, soit une part représentant 30 % des logements sociaux.

Le Patio d'Hermès, opération immobilière portée par Icade Promotion, est une résidence réhabilitée, de label BBC, qui offre de nouvelles solutions de logement aux salariés. Idéalement située en plein cœur du centre-ville de La Rochelle, la résidence propose des appartements, du T1 au T4, financés en Prêt Locatif Social (PLS). ▶ Photo n° 4

dières hybrides. Celles-ci couplent thermiquement une chaudière à condensation gaz et une pompe à chaleur air/eau, le tout piloté automatiquement par une régulation intelligente du système.

Les maisons ont également été équipées de systèmes gestionnaires d'énergies, simples d'utilisation, permettant de mesurer en temps réel la consommation d'énergie, de réguler et programmer le chauffage dans chaque logement. Cette solution permet des performances énergétiques optimales, bénéfiques pour l'environnement et le budget des locataires. ▶ Photo n° 5

Ciléa a bénéficié en 2015 d'un financement du Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) pour accompagner 30 ménages dont 10 au titre de l'accès au logement.

\* R en référence au parcours résidentiel.



SAINT-YRIEIX SUR CHARENTE (16)

**Solutions énergétiques : un bâtiment innovant**

Sur le terrain de l'ancien stade de foot communal, la SA Le Foyer, filiale ESH d'Action Logement Nord a réalisé 25 logements locatifs BBC: le Hameau des Pins, un bâtiment collectif de 12 appartements et 13 pavillons équipés - grâce à un partenariat avec GrDF et Atlantic - de chau-



BORDEAUX MÉTROPOLE (33)

**Une action logement solide-R\***

Dans la Communauté Urbaine de Bordeaux, ALIANCE Territoires a valorisé l'action de son association Ciléa dans le cadre de l'appel à projet «10 000 logements accompagnés » lancé par l'USH et l'État en 2014.

Ciléa réalise auprès des salariés des entreprises adhérentes du CIL et des locataires des ESH du groupe qui cumulent difficultés économiques et sociales, un accompagnement social global à domicile de type AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement) destiné à favoriser l'accès au logement autonome et prévenir l'expulsion locative. Reconnue comme outil innovant d'ALIANCE Territoires via cet appel à projets,



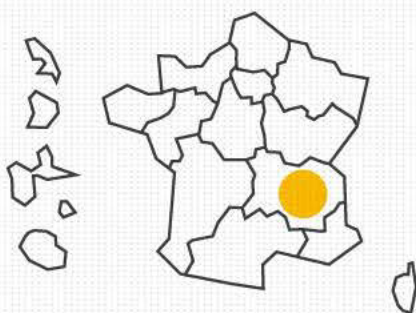
RÉGION DE BORDEAUX (33)

**Mobilité : le Gic accompagne le groupe Thales**

Le groupe Thales, équipementier aéronautique, a sollicité le Gic lors d'une opération de transfert d'activité Recherche & Développement sur un nouveau site à Mérignac. Dès 2017, le campus Air'Innov regroupera 3 000 collaborateurs provenant des sites de Pessac, du Haillan et de Vélizy. Le Gic accompagnera les salariés grâce à des entretiens individuels en amont afin de présenter le site et les mesures d'accompagnement proposées. À l'issue des entretiens, les salariés bénéficieront d'un délai de réflexion pour accepter ou non cette mobilité. Les équipes proposeront aux salariés en mobilité une visite de la région et des solutions logement concrètes concernant la vente ou la location, la fiscalité des revenus locatifs et la gestion locative.

▶ Photo n° 4





## AUVERGNE RHÔNE- ALPES



VAULX-EN-VELIN (69)

### Une résidence sociale pour les salariés précaires

Développée par Adoma et financée à hauteur de 40 % par Amallia, la résidence des Oliviers se substitue à l'ancien « Foyer du Mas du Taureau » voué à la démolition dans le cadre de la politique de rénovation urbaine.

La nouvelle résidence des Oliviers, qui le remplace, a pour objectif de reloger les « travailleurs migrants ». Elle a par ailleurs vocation à loger temporairement des personnes aux ressources très modestes : familles monoparentales, jeunes, salariés précaires, qui ne peuvent accéder d'emblée à un logement pérenne. L'inauguration de cette nouvelle résidence sociale a eu lieu le 1<sup>er</sup> septembre 2015, en présence d'Hélène Geoffroy, alors maire de Vaulx-en-Velin, et nommée en février 2016 secrétaire d'État auprès du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, chargée de la Ville. ▶ Photo n° 2



SAINT-ETIENNE (42)

### Clairvivre, un véritable tremplin pour les jeunes

Le foyer Habitats Jeunes Clairvivre, nouvellement réhabilité, a ouvert ses portes à la rentrée 2015. Les architectes en collaboration avec la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) et l'architecte des Bâtiments de France ont tenu à conserver l'identité d'origine de la construction conçue par André Wogenscky. La maîtrise d'œuvre a été assurée par Cité Nouvelle, filiale d'Entreprises-Habitat.

Situé dans un quartier central de Saint-Etienne,



le lieu accueille deux activités : un foyer de 144 places, réparties dans 89 logements, géré par l'association Habitats Jeunes Clairvivre et le premier centre international de séjour de Saint-Etienne, composé de 120 lits, répartis en 40 chambres. Porté par la volonté d'être un véritable tremplin social et par l'engagement de l'équipe Habitats Jeunes, ce lieu a la vocation d'être bien plus qu'un simple hébergement de transition.

▶ Photo n° 1



SAINT-ETIENNE (42)

### Nouvel EHPAD : la Résidence Mutualiste Bellevue

Afin de répondre aux enjeux de transition démographique, la Mutualité Française Loire SSAM et Cité Nouvelle, se sont associées pour construire un nouvel EHPAD (Etablissement d'Hébergement

pour Personnes Agées Dépendantes). Située sur l'ancien site du CHU, la Résidence Mutualiste Bellevue a ouvert ses portes le 4 mai 2015 après 18 mois de travaux. Cette opération lancée dans le cadre du grand projet de gérontopôle par la ville de Saint-Etienne a pour objectif de répondre aux besoins croissants de prise en charge des personnes âgées devenues dépendantes. L'établissement offre à ses résidents un lieu de vie confortable et adapté. Les modes de prise en charge sont variés et complémentaires afin de répondre aux différents besoins. ▶ Photo n° 3



PUY DE DÔME (63)

**Le Clos Antoine : une opération mixte**

Conçue dans une logique de développement durable et de mixité sociale, la Résidence du Clos Antoine a été réalisée sous la maîtrise d'œuvre de l'agence d'architecture In6tu. Logéhab a participé au financement de ce complexe composé de 32 logements locatifs dont 10 ont été réservés à des salariés d'entreprises et certains dédiés aux personnes âgées. Il s'intègre parfaitement au paysage urbain environnant. L'offre est complétée de 7 pavillons en accession sécurisée à la propriété (location-accession) et d'un ensemble de bureaux et de locaux commerciaux. Il offre aux résidents un cadre de vie agréable avec son esplanade, ses allées piétonnes et ses espaces verts. Très bien situé, à proximité des commerces du centre-bourg et de la zone commerciale d'Aubière, le Clos Antoine, par sa proposition d'habitat diversifié, constitue un exemple d'opération mixte. ▶ Photo n° 5

lité un immeuble haussmannien au cœur de la presqu'île lyonnaise. Très bien desservie, la résidence est à proximité immédiate des principaux services de transports en commun : métro, bus, train. Bâtiment de charme, elle offre un cadre de vie agréable, tout en garantissant confort et accessibilité. Les deux bâtiments, accolés et composés respectivement de 5 étages, sont desservis chacun par un porche privatif. Lors de la réhabilitation de l'immeuble, les éléments et les modénatures de la façade ont été conservés. Les premiers locataires se sont installés dès le 5 avril 2016. ▶ Photo n° 6



LYON - VILLEURBANNE (69)

**Des solutions logement pour les alternants de la filière chimie**

Au sein de la région Rhône-Alpes, bassin notoire d'activités de l'industrie chimique, Amallia et l'Union des Industries Chimiques (UIC) ont signé un partenariat afin d'offrir un accompagnement personnalisé aux alternants du secteur en recherche de logement.

Mesure innovante pour favoriser le recrutement de personnes qualifiées à l'échelle nationale et internationale, cet accompagnement sur-mesure permet aux alternants de la filière chimie de commencer leur vie professionnelle dans les meilleures conditions. Par ailleurs, un projet de résidence, à destination des alternants dans le secteur de la chimie et des jeunes actifs, devrait voir le jour à Villeurbanne à l'horizon 2017, porté par Alliade Habitat, filiale d'Amallia. ▶ Photo n° 4



ANNECY (74)

**Lancement d'une étude sur les besoins en logements en Haute-Savoie**

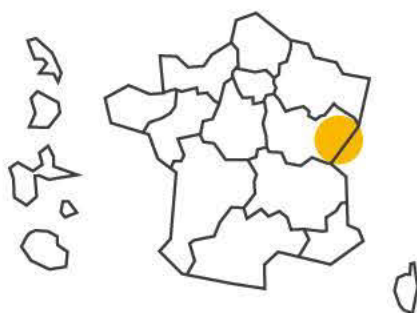
Pour comprendre les besoins en logements en Haute-Savoie de 2015 à 2020, une étude a été menée par Amallia et la Direction Départementale des Territoires (DDT). Présentée le 6 octobre aux partenaires du département, elle a pour vocation de guider les réflexions sur la production de logements au cours des cinq prochaines années. Déterminant les besoins en logements neufs, en résidences principales, auxquels il conviendrait de répondre pour accompagner le développement de la Haute-Savoie, l'étude démontre que l'évolution de la segmentation de la production doit être suivie d'une meilleure prise en compte des logements



LYON (69)

**Au cœur de la ville, un immeuble haussmannien réhabilité**

En plein centre-ville commerçant de Lyon, 23 logements sociaux ont vu le jour. L'Immobilier Rhône-Alpes, filiale de Solendi, a réhabi-



## BOURGOGNE FRANCHE- COMTÉ



DIJON (21)

### Castel Daubenton : une résidence mixte en plein cœur de Dijon

En plein cœur de Dijon, à deux pas de la Place Wilson et du centre-ville, la résidence Castel Daubenton comprend 85 logements (accession à la propriété et locatif social) et des commerces. Initié par une coopérative HLM, le projet a été repris par Villéo, filiale de Logilia, en partenariat avec le Grand Dijon et la Ville de Dijon. Labellisée BBC Effinergie, la résidence, qui se situe sur un site protégé, est constituée de 27 logements locatifs du T2 au T5, de 32 logements en location accession PSLA et de 26 logements en accession sociale ainsi que de locaux commerciaux. Les bâtiments, par leur qualité, participent au confort de vie des habitants et au tissu économique local. ▶ Photo n° 1



DIJON (21)

### Larrey : la performance énergétique pour tous

Pour répondre à la demande de développement et à la création de logements sur l'agglomération dijonnaise, avec la contribution financière de Logéhab, sa filiale ESH Logivia a construit la résidence Larrey. C'est un programme immobilier à taille humaine qui bénéficie d'une architecture innovante avec des matériaux bruts aux finitions poussées. Composé de 20 logements neufs du T2 au T5 - 14 appartements et 6 pavillons - il répond aux critères d'efficacité à la fois économique, sociale et environnementale. Doté des certifications BBC, des labels Qualitel et Habitat & Environne-



ment, il a bénéficié de l'installation des premières chaudières gaz éco-génération en Bourgogne. Celles-ci produisent de l'électricité en complément de leurs fonctions premières : le chauffage et l'eau chaude permettent aux locataires de bénéficier d'un niveau de qualité et de confort supérieur à la réglementation, mais aussi de réaliser des économies significatives sur le montant des charges. ▶ Photo n° 2

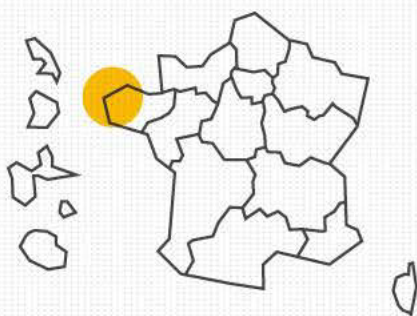


PAYS DE MONTBÉLIARD (25) / TERRITOIRE DE BELFORT (90)

### La Neo'Box : le rendez-vous de l'habitat responsable

Dans le cadre de sa politique de réduction des charges locatives, Néolia, filiale de Logilia, a souhaité accompagner ses clients avec un service aussi innovant que pédagogique. Animée par

une médiatrice, la Neo'Box est un stand mobile, stationné devant les immeubles des locataires. À l'intérieur, une réplique exacte des principaux points de dépenses énergétiques d'un logement permet aux locataires - notamment les plus précaires - de se familiariser avec les gestes éco-responsables qu'ils peuvent adopter, dans le patrimoine ancien comme dans les constructions neuves à haute performance énergétique. Véritable acteur du lien social, la Neo'Box permet également de favoriser les relations de proximité dans les quartiers. ▶ Photo n° 3



## BRETAGNE



SAINT-MALO (35)

**Des logements  
accessibles pour les salariés**

Pour faire face aux prix immobiliers élevés dans la ville touristique de Saint-Malo, en particulier intra-muros, La Rance, filiale d'Inical, a développé un programme de logements à destination principalement des salariés, sous conditions de ressources.

À la faveur de la loi de janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement social, ce nouveau programme baptisé Marguerite Guitton, situé dans l'ancien commissariat de police nationale, offre 15 logements locatifs supplémentaires.

Cette offre permet de loger des salariés des commerces situés intra-muros et contribue à maintenir une population habitant à l'année dans ce quartier où les ensembles bâtis sont largement occupés par l'hôtellerie et les résidences secondaires. ▶ Photo n° 2



RENNES (35)

**38 logements pour les jeunes  
actifs de 18-30 ans**

Ouverte en 2015, la résidence Polaris, au cœur de Rennes, propose 151 logements, dont 38 pour jeunes actifs.

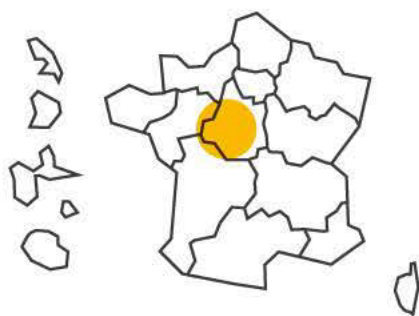
Avec ce programme, Espacil Habitat, filiale d'Inical, a souhaité apporter une solution de logement locatif spécifique aux jeunes de 18 à 30 ans, dont le parcours professionnel est souvent constitué de mobilités géographiques et d'emplois précaires successifs sur de longues périodes.

Espacil Habitat leur propose également un accompagnement social pour les aider dans leurs démarches au quotidien. Cet accompagnement facilite leur prise d'autonomie et leur intégration dans la vie sociale. ▶ Photo n° 1



**Action Logement favorise  
la mobilité professionnelle des salariés  
du Crédit Mutuel Arkéa**

À travers ses filiales Inical, Action Logement Nord et ALLIANCE Territoires, Action Logement a participé au « carrefour des métiers » organisé les 10 et 11 décembre par le groupe Crédit Mutuel Arkéa, basé en Bretagne et comptant 9 200 salariés. L'objectif était pour les responsables des ressources humaines de présenter aux 750 salariés présents les différentes opportunités de mobilité fonctionnelle ou géographique dans l'un des 334 sites du groupe. En appui de la politique RH du groupe, Action Logement a présenté les solutions et les aides pour accompagner la mobilité. Une participation saluée par la Direction des Ressources Humaines du groupe Crédit Mutuel Arkéa. ▶ Photo n° 3



## CENTRE - VAL DE LOIRE



SAINT-PRVÉ - SAINT-MESMIN (45)

### Une résidence labellisée Passiv'haus, économique et écologique

Ce projet a été le premier immeuble collectif à être labellisé Passiv'haus en région Centre - Val de Loire. Il illustre à la fois la démarche environnementale volontariste et les engagements de VALLOGIS, filiale du CIL Val de Loire, en faveur de la baisse des charges locatives auprès de ses locataires du parc social.

Conçus avec une isolation thermique renforcée, (triple vitrage, ventilation double flux...) et une étanchéité à l'air performante, ces logements présentent un confort optimal. Une réussite, si l'on considère qu'ils ne sont pas équipés de radiateurs et ne consomment pas plus de 15 KW/H/M<sup>2</sup>/an. Lors de l'emménagement des locataires, VALLOGIS, en partenariat avec l'ADIL 45, a accompagné les nouveaux résidents pour favoriser l'utilisation optimale de cette résidence particulièrement innovante. ▶ Photo n° 1



VILLEMANDEUR (45)

### Création d'un éco-quartier Les Rives du Solin

En complément du projet de renouvellement urbain dans l'agglomération de Montargis, l'éco-quartier des Rives du Solin propose de « vivre la ville » dans un cadre nouveau avec des constructions de qualité et un fort souci de développement durable. Certifiées Habitat & Environnement, les premières résidences en locatif social de 12 et 13 logements ont été livrées, ainsi que 9 maisons individuelles en accession à la propriété à prix abordable.



Cette opération d'aménagement durable portée par la ville de Chalette et la Communauté d'agglomération Montargoise a été confiée à VALLOGIS, filiale du CIL Val de Loire. Elle est gérée de façon éco-responsable, avec une construction aux normes RT 2012, une gestion durable de l'eau, un traitement optimum des déchets avec des containers enterrés et des bacs à compost, une préservation de la biodiversité urbaine et une utilisation des modes de transports « doux » comme le bus et le vélo. Le projet favorise la mixité sociale et générationnelle et de nombreux commerces et services sont disponibles à proximité. ▶ Photo n° 2

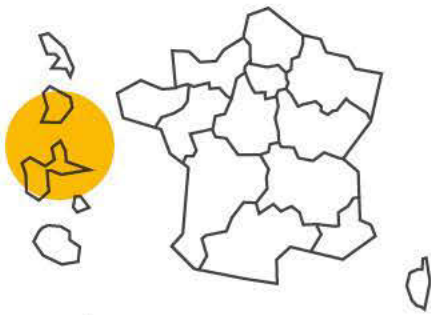
née en entreprises ou dans les salons de l'Habitat. Des échanges avec les constructeurs de la région ont lieu afin d'être informés des offres les plus abordables.

Citons par exemple, l'agglomération de Tours, où la demande des primo-accédants est forte. En 2015, 882 prestations de conseil en financement ont été réalisées, permettant aux futurs acquéreurs de connaître leur enveloppe financière disponible et d'accéder à des offres immobilières abordables. Concernant les offres, plusieurs programmes ont été lancés par Logis Cœur de France, filiale du CIL Val de Loire, en location-accession, à Tours centre et au cœur de l'éco-quartier Monconseil, riche en entreprises.



### Conseil en financement : des actions auprès des salariés en partenariat avec les constructeurs

Afin de favoriser l'accession à la propriété des jeunes et des salariés à revenus modestes, le CIL Val de Loire va à leur rencontre lors des forums Action Logement organisés tout au long de l'an-



## DÉPARTEMENTS D'OUTRE MER



SAINT-LEU - LA RÉUNION (974)

### Une nouvelle dynamique de quartier

Le projet de la SHLMR, filiale de Solendi, se situe sur la commune de Saint-Leu, dans la ZAC Portail, nouvelle vitrine économique d'envergure. Avec ses commerces et bureaux, l'opération des Jardins du Portail va apporter, une nouvelle dynamique de quartier et offrir une nouvelle zone commerciale, très bien desservie, à tous les habitants. Sur un terrain d'environ 5 600 m<sup>2</sup>, la résidence comprend trois immeubles, tous sur trois niveaux. Les bâtiments en toiture terrasse permettent de garder une homogénéité avec les bâtiments tertiaires du reste de la ZAC. Tout a été pensé pour allier confort et respect de l'environnement : les parkings sont ventilés et éclairés naturellement grâce à une douve végétalisée, les bâtiments sont isolés par des jardins collectifs ou privatifs et toutes les varangues sont orientées vers l'océan, alors que les chambres sont dirigées vers la montagne, plus au calme. ▶ Photo n° 1



LA RÉUNION (974)

### Accompagner les salariés sur deux chantiers de construction

En 2015, le département Mobilité grands chantiers (Cocitra Mobilité) de CILGERE SERVICES a accompagné les salariés des entreprises Vinci et Bouygues dans le cadre de deux chantiers de grande envergure : la construction d'une route digue à deux fois trois voies entre La Grande Chaloupe et La Possession, et la construction d'un viaduc en mer qui longe le littoral reliant Saint-Denis (chef-lieu de la Réunion) à La Grande Chaloupe. Les équipes de CILGERE SERVICES,



en partenariat avec des opérateurs de mobilité locaux, ont ainsi accompagné et logé 30 salariés travaillant sur ces projets, essentiellement issus de l'encadrement. L'accompagnement se poursuivra en 2016 pour une vingtaine de personnes.

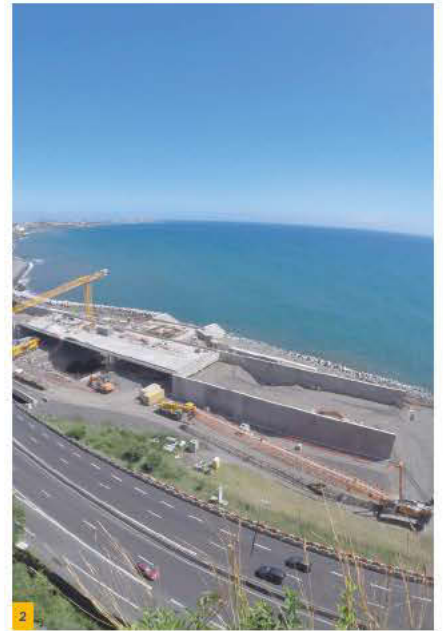
▶ Photo n° 2



BASSE-TERRE - GUADELOUPE (971)

### Une offre nouvelle de logements abordables aux salariés antillais

Les 40 logements en PLS de la résidence Monts Caraïbes 3 à Basse-Terre sont destinés aux salariés. Ils offrent des prestations de qualité et une architecture alliant tradition et style contemporain. Produite par SIKOA, filiale d'Amallia, cette résidence contribuera à la mixité sociale du quartier Circonvallation où elle est située. En avril 2015, des sessions « portes ouvertes » ont permis aux entreprises et aux salariés de découvrir le programme. ▶ Photo n° 3

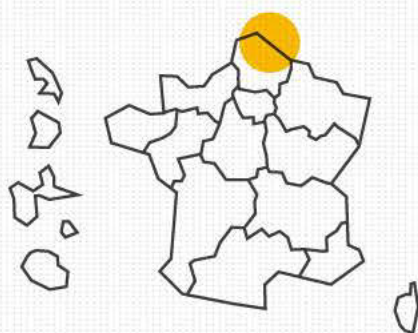


LE GUILLAUME SAINT-PAUL - LA RÉUNION (974)

### Villas Urbaines Durables : objectif HQE

Achévé en 2015, le projet des Villas Urbaines Durables de SHLMR, filiale de Solendi, à Le Guillaume Saint-Paul, comprend 60 logements LLTS (Logements Locatifs Très Sociaux) et 14 logements en accession à taux zéro.

Ce projet répond à une recherche de nouvelles formes d'habitat intermédiaire, alliant les qualités de l'habitat individuel et les densités du collectif. Conçu dans un réel dialogue avec les collectivités et les partenaires locaux, il répond également à un enjeu fort de qualité environnementale : ses toitures terrasses végétalisées permettent la récupération des eaux de pluies mais aussi une infiltration mieux maîtrisée. Ses principaux points de performance HQE : le choix des procédés, des produits et des systèmes de construction, la gestion de l'énergie et des déchets et son confort hygrothermique. ▶ Photo n° 4



## HAUTS- DE-FRANCE

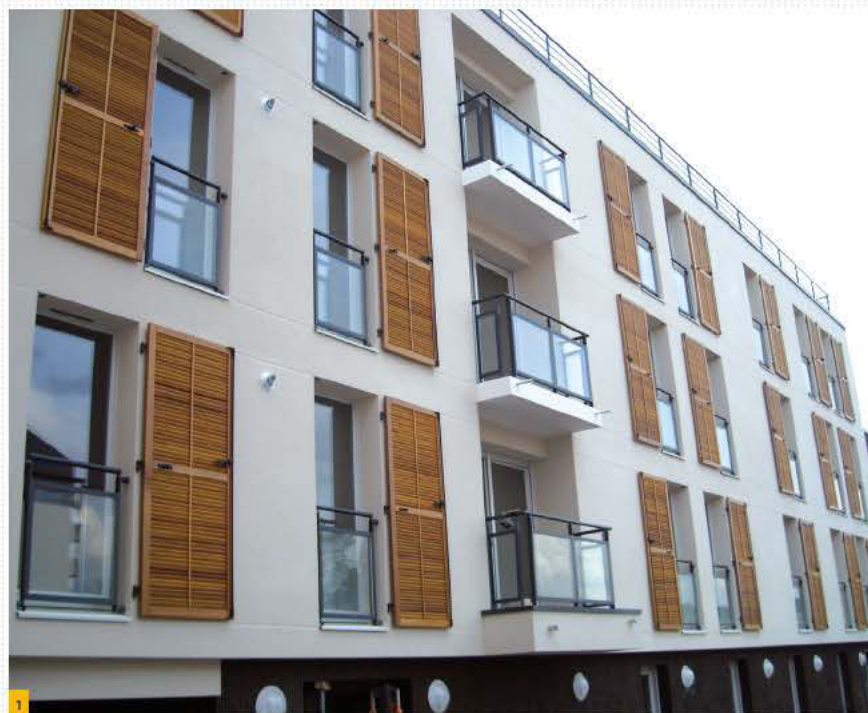


COMPIÈGNE (60)

### Déconstruire et reconstruire pour un parcours résidentiel innovant

Engagé par Picardie Habitat, filiale HLM de PROCILIA, le programme de déconstruction-reconstruction de la résidence Pierre Loti s'inscrit dans le cadre du projet ANRU le Clos des Roses. La déconstruction du patrimoine existant a permis la libéralisation du foncier. Les 12 logements de la résidence initiale ont été démolis afin de reconstruire un bâtiment de 22 logements avec stationnement résidentiel. L'offre comporte 12 logements PLUS/PLAI ainsi que 10 en programmation PLS et répond ainsi aux enjeux de l'ANRU de mixité sociale.

La déconstruction, réalisée en « duo » avec la filiale coopérative HLM Cap Logement, a permis à ce dernier de compléter l'offre avec la réalisation de 29 logements en accession sociale à la propriété. Le programme propose également des logements locatifs intermédiaires pour un parcours résidentiel complet et facilité. ▶ Photo n° 1



1



2



3

triple mixité : en termes de superficie, d'occupation des logements, de politique de loyers et de niveau de revenu des futurs occupants. Parallèlement, Cap Logement a réalisé sur le même site un ensemble de 8 maisons en accession sociale. Ce programme illustre la capacité des filiales à se positionner comme un partenaire « multi-produits » des collectivités. ▶ Photo n° 2

une mixité d'habitat qui a vocation à être intergénérationnelle. Ce programme d'aménagement propose en effet des logements locatifs : 24 collectifs, 4 individuels, ainsi que 6 terrains à bâtir. La parcelle de près de 10 000 m<sup>2</sup> a été rachetée à un propriétaire privé par l'Etablissement Public Foncier Local (EPFLO). Première opération faisant l'objet d'un bail emphytéotique entre l'EPFLO et une ESH, elle est aussi le premier projet à s'inscrire dans le cadre de la Convention Plan d'Action Foncière (PAF) signée entre l'ARC et l'EPFLO. ▶ Photo n° 3



LA CROIX SAINT OUEN (60)

### Zac des Jardins : une offre multi-produits mixte

L'ESH Picardie Habitat, filiale de PROCILIA, a livré 35 logements locatifs collectifs sociaux sur un programme de déconstruction-reconstruction dans le cadre d'un projet ANRU.

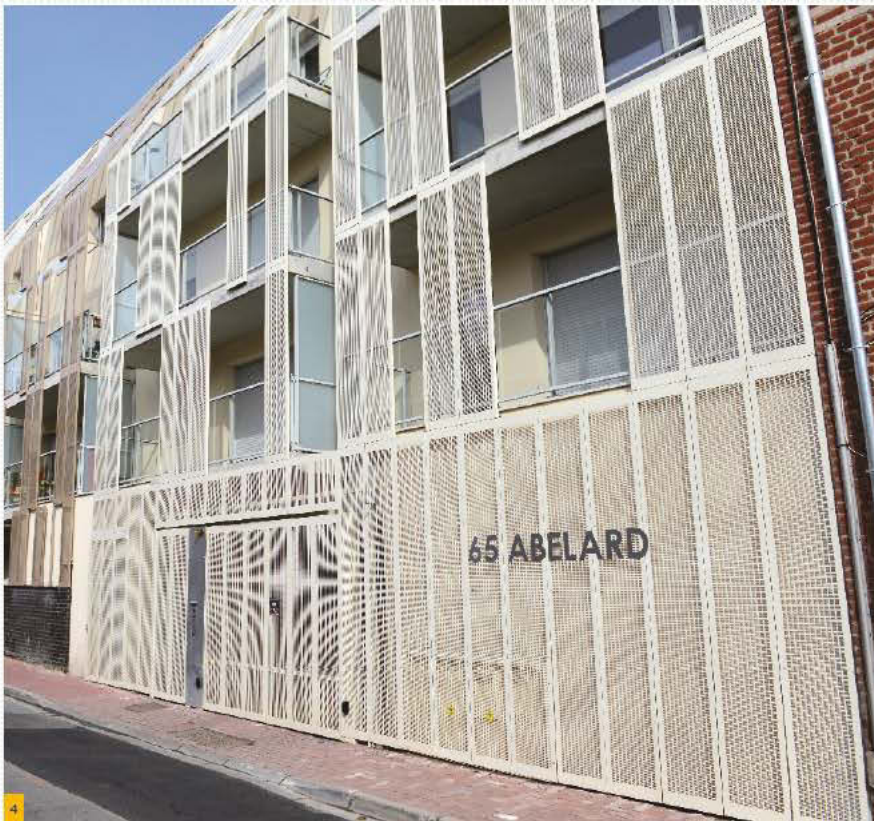
Certifié Habitat & Environnement label BBC, il comporte deux résidences composées respectivement de 16 et de 19 logements PLUS et PLAI. La répartition typologique proposée permet une



CLAIROIX (60)

### Première opération du Plan d'Action Foncière : une mixité d'habitat à vocation intergénérationnelle

En concertation avec la commune et l'agglomération de Compiègne (ARC), la réalisation du lotissement Le Bas des Ouinels proposée par Picardie Habitat, offre aux résidents



AMIENS (80)

**La caserne Friant reconverte en résidence étudiante**

Preuve de la capacité de la cité à se renouveler, la caserne Friant a été reconverte. Située sur un ancien site militaire, la transformation a donné naissance à deux projets : une résidence pour étudiants de 86 logements et une résidence de 31 logements familiaux locatifs.

La Maison du CIL, filiale de PROCILIA, en partenariat avec la Ville et Océanis, a ainsi réitéré l'opération puisqu'elle avait déjà livré une résidence étudiante en 2008. L'ensemble du site, véritable lieu de vie, offre ainsi différents services, comprenant aussi bien des commerces que des logements et des résidences étudiantes. Cette opération symbolise la ville en mouvement, puisque familles, salariés et étudiants se côtoient désormais sur l'ancien site militaire. ► Photo n° 5

truite par Immobilière Nord-Artois, filiale de Solendi. Composée de 30 logements collectifs et de 6 logements individuels, elle bénéficie du label Bâtiment Basse Consommation qui garantit aux locataires une plus grande maîtrise des charges. À titre d'exemple, les toitures ont été végétalisées afin d'assurer une meilleure inertie thermique.

Conçu par Olgga Architectes, le projet aboutit à un bâtiment compact et dense tout en libérant un maximum d'espace au cœur de l'îlot. La façade, constituée de terrasses et de balcons, s'intègre à celles, plus anciennes, du quartier de Lille-Sud, si caractéristiques du faubourg lillois. ► Photo n° 4

leurs salariés, d'alléger et de simplifier la gestion des aides Action Logement. Avec la Complémentaire logement Logeo Direct®, l'entreprise offre une véritable couverture sociale qui facilite l'accès et le maintien dans le logement des salariés.



LA CHAPELLE-EN-SERVAL (60)

**La résidence de Morrière : la synergie au cœur du territoire**

Au sein d'un territoire en plein développement en raison de sa proximité avec la Région Parisienne et l'aéroport Roissy Charles De Gaulle, la commune de La Chapelle-en-Serval accueille une nouvelle résidence composée de 14 logements locatifs (10 PLUS et 4 PLAI) avec parkings extérieurs. Située au cœur du bourg, la résidence de Morrière est certifiée Habitat & Environnement avec une performance BBC.

15 autres logements ont également été construits sur le même terrain par Unilova Promotion, filiale de PROCILIA. Exemple de synergie entre les différents métiers et filiales immobilières de PROCILIA, l'ensemble offre une mixité réelle de logements : habitat locatif et accession libre se complètent. ► Photo n° 6



**La Complémentaire logement Logeo Direct®**

Pour répondre aux besoins d'information des entreprises et de leurs salariés sur les solutions logement proposées par Action Logement, Logeo a mis en place la Complémentaire logement Logeo Direct®. Ce dispositif social novateur offre aux salariés bénéficiaires d'une carte Logeo Direct® un accès direct et permanent aux services, un conseil personnalisé, indépendant et gratuit pour les accompagner dans leurs projets logement (location, accession, travaux, etc.). Pour les entreprises, ce service permet à la fois de garantir un niveau d'information homogène à l'ensemble de

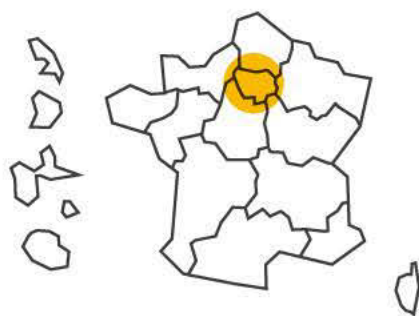


LILLE (59)

**La résidence Abélard : un design contemporain au cœur du faubourg lillois**

Située à proximité du Jardin des Plantés et du centre-ville, la résidence rue Abélard a été cons-





## ÎLE-DE-FRANCE



SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91)

### Une réponse originale au manque de terrains à bâtir en Île-de-France

À Sainte-Geneviève-des-Bois, quatre bâtiments (Voltaire, Montesquieu, Grimaud et Liberté) totalisant 200 logements vont être réhabilités par Plurial Novilia, notamment via des travaux d'amélioration des performances thermiques.

Ils seront complétés par la création de 51 logements sur la toiture terrasse actuelle (un niveau attique, en ossature bois).

Ce projet a permis d'augmenter considérablement le confort des habitants par une isolation thermique performante et, en termes d'accessibilité, par l'ajout d'ascenseurs. Cette opération s'inscrit dans la volonté de Plurial Entreprises, qui accompagne des entreprises dans leur développement francilien, de proposer des solutions logements innovantes et de qualité, malgré le peu de terrains disponibles. ▶ Photo n° 1



COLOMBES (92)

### Île Marante : un programme de 46 appartements à loyer libre en zone de renouvellement urbain

Réalisée par l'équipe de l'opérateur Demathieu & Bard et le cabinet d'architectes Daquin & Ferrière, l'édification de la résidence Aoré pour l'Association Foncière Logement (AFL), s'inscrit dans le renouvellement urbain du quartier en pleine mutation de l'île Marante de Colombes.

Cet immeuble de 46 logements, à loyers libres, de typologie variée (du T2 au T5) répond à la norme RT 2012 avec la certification Cerqual option A, soit 7 critères d'évaluation exigés renforçant la



qualité environnementale. Cette réalisation participe à la mission de l'AFL, en contribuant à la mixité sociale par le logement dans des quartiers en rénovation. ▶ Photo n° 3



NANTERRE (92)

### Une opération de densification foncière réussie

Le programme immobilier des Voiles Blanches, réalisé par Domaxis, filiale ESH d'Astria, présente la particularité d'offrir une réelle mixité d'habitat. Situé au cœur de la ZAC Seine Arche, à deux pas du futur pôle multimodal de la gare Nanterre Université, il offre 227 logements qui mêlent des logements locatifs sociaux, des logements étudiants et des logements en accession sociale à la propriété.

Il constitue un exemple réussi de densification sur un foncier appartenant à Domaxis.

Il permet ainsi aux accédants à la propriété, aux familles locataires et aux étudiants de se côtoyer tous les jours. Le bâtiment offre par ailleurs des équipements innovants de domotique, permettant aux habitants de contrôler leurs consommations énergétiques. Il est certifié Bâtiment BBC Effinergie label Habitat & Environnement. ▶ Photo n° 2



NEUILLY-SUR-SEINE (92)  
95 logements sociaux  
et intermédiaires construits  
sur l'île de la Jatte

Dans cette commune « carencée » en logements sociaux, la construction - par Ogif et France Habitation, filiales immobilières d'Astria, maîtres d'œuvre du projet - de 95 logements sociaux et intermédiaires, a relevé du tour de force. Le terrain, situé sur l'île de la Jatte, présente un cadre idyllique.

La parcelle se trouve dans un secteur mixte entre habitations collectives, bureaux et hôtels. Un réel partenariat avec la Ville de Neuilly-sur-Seine s'est instauré pour mener à bien cette opération d'envergure, aux nombreuses difficultés techniques, qui a nécessité près de dix ans de montage opérationnel.

L'immeuble a été réalisé en pierre agrafée par l'entreprise Eiffage et l'architecte Gérard de Cussac. Un socle de commerce anime le pied d'immeuble et crée une place urbaine abritant un poissonnier, un épicier, un boucher et un pharmacien.

► Photo n° 4



CRÉTEIL (94)  
De nouvelles passerelles urbaines

La résidence du Jeu de Paume, réalisée par la Maison du CIL, filiale de PROCILIA, offre 48 appartements disposés autour d'un patio, au sein duquel se développe un jeu de passerelles et de coursives. Cette architecture urbaine novatrice illustre la conquête des 3 dimensions de villes : plus dense, elle se réapproprie les toits, superpose les cheminements et enjambe les rues. Ces nouveaux volumes offrent d'autres solutions spatiales à la déambulation et renforcent l'occupation des lieux de vie et le « vivre ensemble ». ► Photo n° 5

ont ainsi pu être accueillies dans des logements temporaires, à Meaux, Eaubonne, Saint-Denis et Saint-Germain. Grâce à l'accompagnement des travailleurs sociaux et des bénévoles de proximité, l'entrée dans les lieux, l'intégration dans le quartier, la reprise d'une vie familiale dans des conditions de logement décentes se sont bien passées. Certains locataires ont déjà pu rebondir et être relogés de façon pérenne.



ESSONNE (91)  
Paris Saclay : un campus urbain

Fruit d'un accord entre l'Établissement public d'aménagement Paris-Saclay et Résidences Sociales de France, filiale de Solendi, ce programme de 11 080 m<sup>2</sup> constitue la première résidence étudiante du campus. Il sera composé de 330 places de logements sociaux dont 270 pour les étudiants et 60 pour les apprentis, d'un restaurant universitaire d'environ 1 000 couverts géré par le CROUS et d'un restaurant inter-entreprises destiné aux salariés des entreprises du quartier et aux salariés des établissements d'enseignement et de recherche.

Il accueillera également 440 m<sup>2</sup> de commerces destinés à répondre aux besoins des salariés et des étudiants du quartier. Les terrasses des restaurants, le jardin intérieur à la résidence, les espaces extérieurs seront ouverts à tous et conçus pour être propices aux échanges, dans l'esprit originel du campus urbain. ► Photo n° 7



ILE-DE-FRANCE  
Une convention pour aider les salariés  
en rupture d'hébergement

L'association Droit de Cité Habitat, créée par le Gic - qui agit en faveur des publics ayant des difficultés pour accéder à un logement ou s'y maintenir - et Habitat & Humanisme IDF ont signé en 2015 une convention de partenariat. L'objectif ? Proposer des logements temporaires aux salariés les plus en difficulté et leur permettre d'obtenir des conditions de vie meilleures qu'à l'hôtel. Cinq familles de salariés en difficulté



PARIS (75)

### Réhabilitation de la Cité du Refuge de l'Armée du Salut

Issu du projet de réhabilitation de la Cité du Refuge et du Centre Espoir lancé en 2007 par l'Armée du Salut, le programme a été lancé en décembre 2011 sous la maîtrise d'ouvrage de Résidences Sociales de France (RSF), filiale de Solendi. Livré en novembre 2015, le projet a permis une restructuration et une réhabilitation des bâtiments conçus en 1933 dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris par Le Corbusier et Pierre Jeanneret. Outre son architecture avant-gardiste, le programme social de la Cité du Refuge a l'ambition d'accueillir les plus démunis dans le centre d'hébergement, tout en leur offrant une structure pour se reconstruire. ▶ Photo n° 6



PARIS (75)

### Pitet-Curnonsky : une innovation architecturale sans précédent

Le projet Pitet-Curnonsky mené à Paris 17<sup>e</sup> par le groupe Pichet avec RRP, opérateur en logement intermédiaire de Solendi, répond à l'appel à projets urbains innovants « Réinventer Paris », dans le cadre duquel la Ville a proposé 23 sites à des équipes multidisciplinaires afin qu'elles expriment

leurs talents. En plus de la création de 22 logements, ce projet combine l'innovation architecturale et constructive grâce à une technique de construction bois, la qualité paysagère des espaces extérieurs et la mise en place d'une démarche participative intégrant les riverains et les résidents.

Cette approche s'est enrichie d'une réflexion sur la requalification des espaces extérieurs mêlant biodiversité et « urbanité sociale », notamment par le jardinage de proximité. ▶ Photo n° 9



SURESNES (92)

### SOGEMAC Habitat repense l'Usufruit Locatif Social

Le modèle d'Usufruit Locatif Social (ULS) adopté par SOGEMAC Habitat permet de proposer des logements sociaux et intermédiaires au cœur de l'Île-de-France. Innovant, ce modèle intègre une durée d'usufruit plus longue (20 à 25 ans) et permet que la nue propriété soit portée par des acteurs institutionnels. Déployé à grande échelle par SOGEMAC Habitat, filiale du Gic, ce dispositif permettra de livrer 300 logements en 2017, puis 1 500 logements à l'horizon 2018.

Ainsi, en novembre 2015, un contrat de réservation a été signé pour 37 logements à Suresnes, au cœur d'une opération mixte privée et sociale de très grande qualité, à proximité immédiate de grandes entreprises telles EADS, Servier,

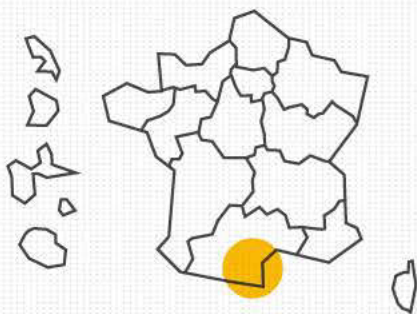
Cappemini ou Dassault. Une deuxième tranche de 48 logements sera signée mi-2016 sur cette même opération. ▶ Photo n° 8



### Intérimaires : Logeo Services accompagne le FASTT

Le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT) a demandé à Logeo Services d'accompagner les intérimaires pour l'instruction des recours amiables institués dans le cadre du DALO et les accompagner également dans leur relogement. Le principe ? À travers ses canaux d'information (plateforme téléphonique, coaching, mission sociale d'hébergement), le FASTT oriente les intérimaires vers les conseillères CIL-PASS ASSISTANCE® de Logeo.

Celles-ci vérifient leur éligibilité potentielle au DALO, puis suivent les formalités du recours amiable jusqu'à la décision finale de la Commission de Médiation. Une fois la reconnaissance DALO obtenue, un conseiller Logeo Services fait le point sur la demande de l'intérimaire et lui propose le logement le plus adapté. Il l'accompagne ensuite pour la visite et la constitution du dossier pour le passage en commission.



## LANGUEDOC- ROUSSILLON MIDI- PYRÉNÉES



TOULOUSE (31)

### Une construction intermédiaire éco-conçue

Le Carré des Arènes, développé par Promologis, filiale de Ciléo, est une construction mixte locative et en accession à la propriété qui comprend 59 logements. Le projet présente un parti-pris architectural contemporain. Ce projet, labellisé BBC Effinergie et certifié Habitat & Environnement, propose des logements intermédiaires, présentant la qualité d'usage de logements individuels tout en ayant une forme proche de celle des bâtiments collectifs. Le cœur de la résidence est enrichi d'un jardin planté de palmiers.

Les logements traversants, équipés de larges terrasses, permettent aux habitants de bénéficier d'espaces extérieurs. Le projet propose également 9 logements destinés à un public senior, équipés de volets roulants électriques, d'un bac de douche antidérapant, de mitigeurs thermostatiques ainsi que d'un entrebâilleur et un microviseur de porte palière. ▶ Photo n° 1



MONTPELLIER (34)

### Projet MasCobado : le choix du logement participatif

En collaboration avec « Toits de Choix », association spécialisée dans la conduite de projets coopératifs, Promologis, filiale de Ciléo, a participé à la construction de nouveaux logements participatifs à Montpellier. Innovant, c'est à l'initiative des associations de la ville que le projet du nom du collectif des habitants, MasCobado, a pu être concrétisé au sein du quartier des Grisettes. La résidence, certifiée Bâtiments Durables Mé-



diterranéens, est composée de T2, T3, T4, et T5 répartis en 2 bâtiments.

Ces derniers comptent 23 logements locatifs, en location-accession et en accession directe. Porteurs du projet, les futurs habitants ont également opté pour la création d'espaces communs : salle de convivialité, atelier de bricolage, buanderie à l'intérieur, aire de jeux, potager, terrasse collective à l'extérieur. C'est le premier projet d'habitat participatif en France qui met en œuvre une telle mixité.

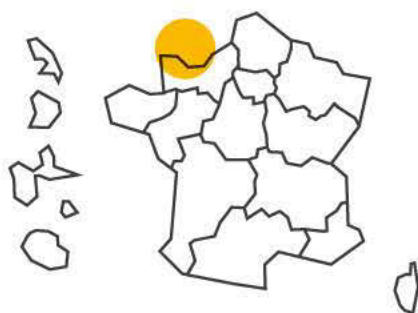
▶ Photo n° 2

qui prend contact avec le jeune embauché pour faire un point sur sa situation. S'il est en recherche de logement et si les critères d'éligibilité de l'AIDE MOBILI-PASS® sont respectés, il est pris en charge dans le cadre d'un accompagnement mobilité. Un consultant gère la recherche d'un logement, met en place les aides Action Logement auxquelles le jeune peut prétendre (AIDE MOBILI-JEUNE®, Visale®, etc.) et le fait bénéficier de réservations dans des résidences meublées temporaires. Ciléo s'occupe ensuite de toutes les formalités d'entrée dans le logement : le bail, l'état des lieux, les branchements EDF et l'assurance habitation.



### Pack Alternance

Cette initiative de Ciléo a pour objectif de faciliter le recrutement des jeunes alternants amenés à se rapprocher de leur lieu de travail et/ou d'étude. Son principe : tout au long de l'année, les conseillers Action Logement recensent les entreprises qui recrutent des alternants. Dès qu'un jeune est embauché, les entreprises transmettent ses coordonnées à la cellule Alternance de Ciléo



## NORMANDIE



VAL-DE-REUIL (27)

### Le premier éco-village de l'Eure

Ce premier éco-village construit par Siloge, partenaire de Logiliance Ouest, répond au double objectif de construire un nouveau mode d'habitation écologiquement performant et de renforcer l'offre locative sociale locale.

Il proposera 98 logements écologiquement performants, individuels ou collectifs, isolés ou reliés. Agrément d'espaces communs, le projet présentera un esprit de village renforcé par les services de grande proximité mis à disposition des habitants. En matière de performances énergétiques, l'architecture aux formes contemporaines sera bioclimatique et intégrera une enveloppe thermique ultra performante permettant une baisse des charges pour leurs occupants. Par ailleurs, plus de 20 000 végétaux seront plantés sur un parc paysager de 1,5 hectares. ▶ Photo n° 2



BIEVILLE-BEUVILLE (14)

### 36 logements BBC

À Bieville-Beuville, la résidence des Hauts du Golf, développée par Partelios, filiale de Logiliance Ouest, propose 36 logements BBC dont 12 pavillons.

Elle répond au besoin en logement sur ce secteur. De style contemporain, les bâtiments mêlent bardage bois et enduit. Idéalement située à mi-chemin entre Caen et la mer, la résidence bénéficie d'un environnement calme.

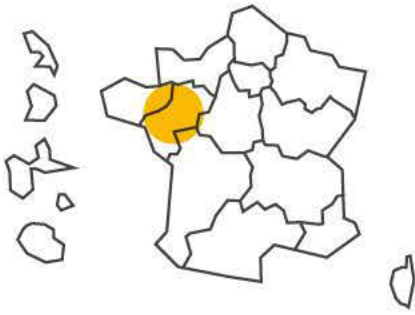
▶ Photo n° 1



### Le Pack accession : accompagner les salariés dans l'accession à la propriété

À travers un dispositif d'information et de conseil auprès des salariés et des entreprises, Logeo a lancé une nouvelle offre au sein de ses principaux territoires : le Pack accession.

Ce Pack vise à promouvoir l'accès des salariés à des dispositifs sécurisés d'accession sociale à la propriété. Présenté en entreprises et diffusé auprès des salariés, le Pack accession permet aux salariés d'être conseillés sur l'ensemble de leur projet d'accession à la propriété : du diagnostic budgétaire à l'acte notarié. Accompagnement à haute valeur ajoutée, il est mis en œuvre avec les ESH du groupe, Logeo Dialogue et Estuaire de la Seine, et les coopératives partenaires.



## PAYS DE LA LOIRE



SAINT-HERBLAIN (44)

### Un projet de mixité d'usage

LNH, filiale du CIL Atlantique, accompagne la commune de Saint-Herblain dans son projet de renouvellement urbain, en agissant sur cinq leviers : la démolition, la reconstruction, la résidentialisation, le changement de statut par la vente de logements locatifs sociaux et l'implantation de services. Le projet du Clos du Tertre s'inscrit dans cet objectif de développement, en offrant une réelle mixité d'usage, en optimisant les performances thermiques et en proposant la vente de 50 logements. Cette opération permet ainsi d'opérer une importante densification du site, le nombre total de logements passant de 134 à 152. En choisissant de relocaliser son agence Ouest au sein de ce programme, LNH a également renforcé ses équipes de gestion sur le terrain. ▶ Photo n° 1



tions de teinte des façades. Ces logements respectent la RT 2012 et font largement appel aux énergies renouvelables, grâce à des panneaux photovoltaïques en autoconsommation installés sur les toitures terrasses. ▶ Photo n° 2

salariés lors des rendez-vous d'assistance, ces livrets apportent une information synthétique et facilement compréhensible. Appréciés par les salariés accompagnés, ces guides complètent efficacement le travail des conseillers.



CHANGÉ (53)

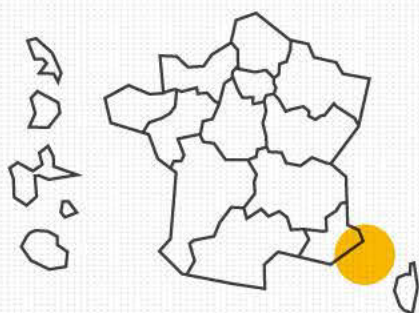
### Une ossature bois, des énergies renouvelables

Au cœur du lotissement communal Les Ardennes dans la commune de Changé, le Logis Familial Mayennais, filiale du CIL Atlantique, a développé 12 logements individuels locatifs (dont 4 PLAI et 8 PLUS), répartis sur 4 îlots autour d'une placette. Ces constructions présentent une ossature bois - avec un bardage en bois naturel peint - et une architecture contemporaine. La volumétrie des groupes de bâtiments est rythmée par les varia-



### Des « Livrets assistance » pour répondre aux questions des salariés

« Je rencontre des difficultés financières. Comment mieux gérer mon budget ? » Pour aider les conseillers assistance confrontés aux questions des salariés en difficulté, notamment dans le cadre des procédures de séparation, de divorce ou de surendettement, le CIL Atlantique a décidé de réaliser des livrets thématiques. Remis aux



## PROVENCE- ALPES- CÔTE D'AZUR CORSE



LA CIOTAT (13)

### Les Hauts de Marbeille : la rénovation au cœur du quartier

Représentant l'un des éléments clés du dossier ANRU de La Ciotat, le projet Les Hauts de Marbeille, initié par la Société Phocéenne d'Habitations, filiale du CIL Méditerranée, participe au programme de rénovation urbaine du quartier Abeille. Faisant suite à une large concertation engagée avec les habitants, le programme a pour objectif de transformer le quartier, composé à 100 % de logement sociaux, pour en faire un nouveau pôle urbain plus ouvert sur la ville. Le projet Les Hauts de Marbeille comprend 57 logements (20 en PLS et 37 en PLAI) et a servi au relogement des locataires des bâtiments démolis dans le cadre de la restructuration du quartier. Une deuxième opération, composée de 30 logements PLS, situés au-dessus de commerces et autres activités de proximité, viendra compléter le programme pour former le nouvel ensemble Entre Parcs. ▶ Photo n° 3



MARSEILLE (13)

### Montempô : un concept d'hôtel pour faciliter la mobilité

En 2015, CIL Méditerranée, CILGERE et Solendi ont inauguré un nouvel APPARTHÔTEL Montempô à Marseille, au cœur du renouvellement urbain du quartier d'affaires Euromed. Éco conçu, ce programme propose 100 studios tout équipés, dont plusieurs pour les personnes à mobilité



1

réduite. Destinés à répondre aux besoins de mobilité des salariés et des entreprises, les APPARTHÔTELS Montempô offrent des logements temporaires adaptés aux salariés en situation de mobilité, d'insertion professionnelle, d'évolution personnelle ou de difficultés passagères. Leurs atouts : de véritables services hôteliers alliés au confort d'un appartement de qualité tout équipé. ▶ Photo n° 2



MARSEILLE (13)

### Un réaménagement urbain mixte et de haute qualité

Le Clos Fleuri est une opération mixte qui propose le réaménagement urbain, de haute qualité, d'un site inscrit dans un environnement hétérogène. Le programme comprend 94 logements locatifs sociaux (13 PLAI, 30 PLUS et 51 PLS), gérés par Sud Habitat, filiale de Logeo, une résidence Résidétape de 144 logements destinée à l'hébergement de jeunes actifs (95 PLAI, 49 PLUS), des logements en accession sociale à la propriété, une crèche, des locaux d'activité en rez-de-chaussée et un jardin ouvert. ▶ Photo n° 1



2



3



# ANNUAIRE DES CIL



110 avenue de la Jallière  
BP 236  
33028 Bordeaux Cedex  
[www.allanceterritoires.fr](http://www.allanceterritoires.fr)



3 avenue Georges Pompidou  
BP 3272  
69403 Lyon Cedex 03  
[www.amallia.fr](http://www.amallia.fr)



1 square Chaptal  
92309  
Levallois-Perret Cedex  
[www.astria.com](http://www.astria.com)



1 allée des Hélices  
CS 56331  
44263 Nantes Cedex 2  
[www.cilatlantique.com](http://www.cilatlantique.com)



1 avenue Louis Domergue  
BP 344  
97258 Fort-de-France Cedex  
[cilmartinique@sasif.fr](mailto:cilmartinique@sasif.fr)



60 rue Jean-Baptiste Clément  
BP 30118  
83954 La Garde Cedex  
[www.cil-mediterranee.com](http://www.cil-mediterranee.com)



15 place Michelet  
BP 31615  
37016 Tours Cedex 1  
[www.cil-valdeloire.com](http://www.cil-valdeloire.com)



8, avenue José Cabanis  
31130 Quint-Fonsegrives  
[www.groupecileo.com](http://www.groupecileo.com)



176 rue Montmartre  
75077 Paris Cedex 2  
[www.cilgere.fr](http://www.cilgere.fr)



101 rue Denfert Rochereau  
69004 Lyon  
[www.entrepriseshabitat.com](http://www.entrepriseshabitat.com)



108 avenue Gabriel Péri  
93586 Saint-Ouen Cedex  
[www.gic.fr](http://www.gic.fr)



1 rue du Scorff  
CS 54 221  
35042 Rennes Cedex  
[www.inicial.fr](http://www.inicial.fr)



73 Grande Rue St-Cosme  
CS 30 231  
71106 Chalons-sur-Saône Cedex  
[www.logehab.fr](http://www.logehab.fr)



34 boulevard Haussmann  
75009 Paris  
[www.logeo.fr](http://www.logeo.fr)



34 rue de la Combe aux Biches  
BP 91447  
25211 Montbéliard Cedex  
[www.logilia.com](http://www.logilia.com)



2 rue Martin Luther-King  
BP 70401  
14654 Carpiquet Cedex  
[www.loglliance-ouest.fr](http://www.loglliance-ouest.fr)



2 place Paul Jamot  
CS 80017  
51723 Reims Cedex  
[www.plurial-entreprises.fr](http://www.plurial-entreprises.fr)



21 rue d'Angiviller  
RP 756  
78007 Versailles  
[www.proclia.com](http://www.proclia.com)



122 boulevard Victor Hugo  
CS 70001  
93489 Saint-Ouen Cedex  
[www.groupe-solendi.com](http://www.groupe-solendi.com)



104 rue Nationale  
TSA 36501  
59049 Lille Cedex  
[www.actionlogementnord.fr](http://www.actionlogementnord.fr)



10/16 rue Brancion  
75015 Paris  
[www.apagl.fr](http://www.apagl.fr)



3 rue de l'Arrivée  
BP 209  
75749 Paris cedex 15  
[www.fonciere-logement.fr](http://www.fonciere-logement.fr)



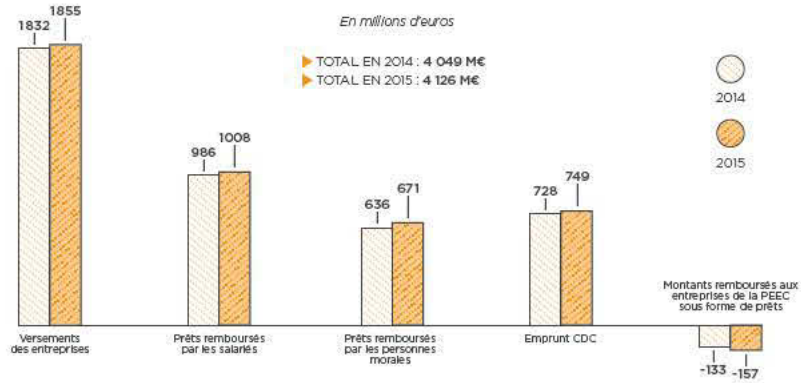


# PANORAMA **CHIFFRÉ**





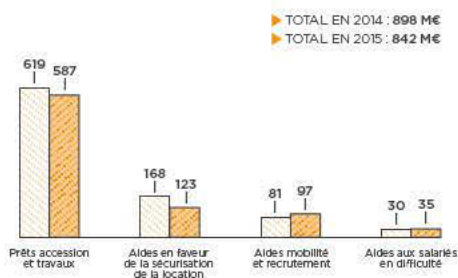
## RESSOURCES D'ACTION LOGEMENT



## AIDES EN FAVEUR DES SALARIÉS

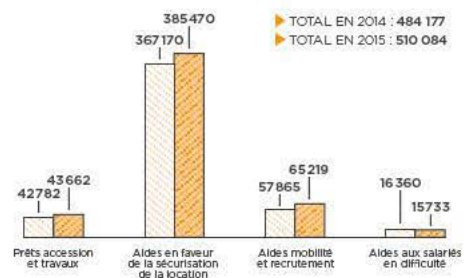
### AIDES EN FAVEUR DES SALARIÉS Y compris GRL et Ingénierie sociale

En millions d'euros



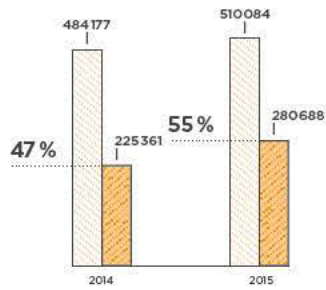
### AIDES EN FAVEUR DES SALARIÉS Y compris GRL

En nombre d'aides accordées



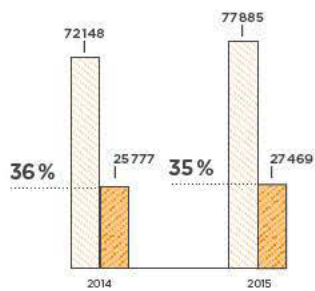
### AIDES ACCORDÉES AUX JEUNES DE MOINS DE 30 ANS

En nombre d'aides accordées



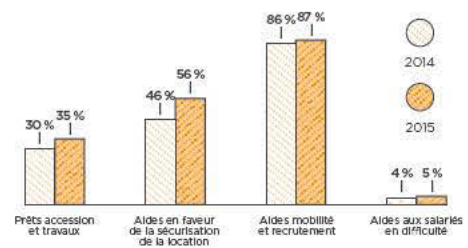
### LOGEMENTS ATTRIBUÉS AUX SALARIÉS

En nombre de logements



### PART DES AIDES ACCORDÉES AUX JEUNES DE MOINS DE 30 ANS

En pourcentage

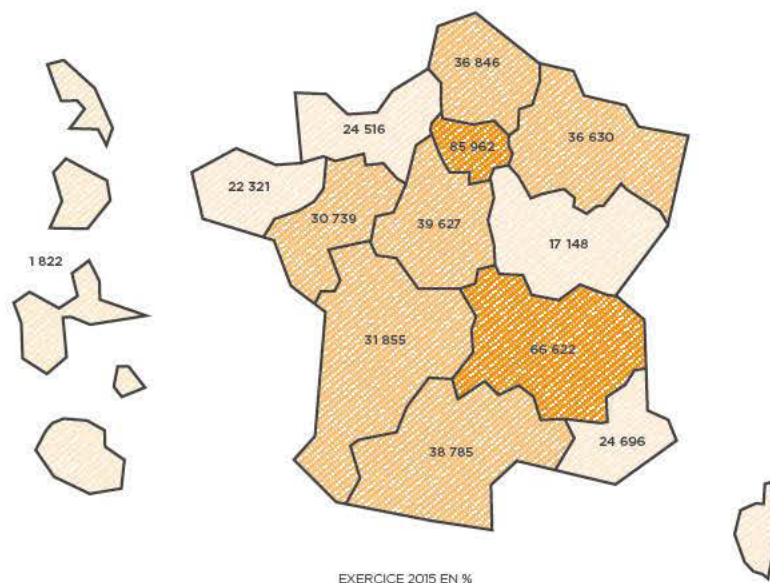


○ Total des aides  
● Aides accordées aux jeunes de moins de 30 ans

○ Total des logements attribués  
● Logements attribués aux salariés

### RÉPARTITION DES AIDES EN FAVEUR DES SALARIÉS PAR RÉGION

En nombre d'aides, hors GRL



EXERCICE 2015 EN %

○ moins de 6 % (5)    ● 6 - 10 % (6)    ● 15 - 20 % (2)

► 457 569 AIDES DÉLIVRÉES (HORS GRL)



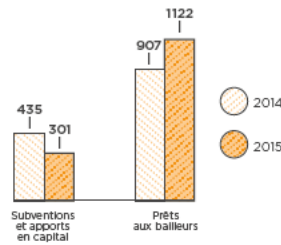
# AIDES EN FAVEUR DES BAILLEURS

## AIDES EN FAVEUR DES BAILLEURS

Par type de financement

En millions d'euros

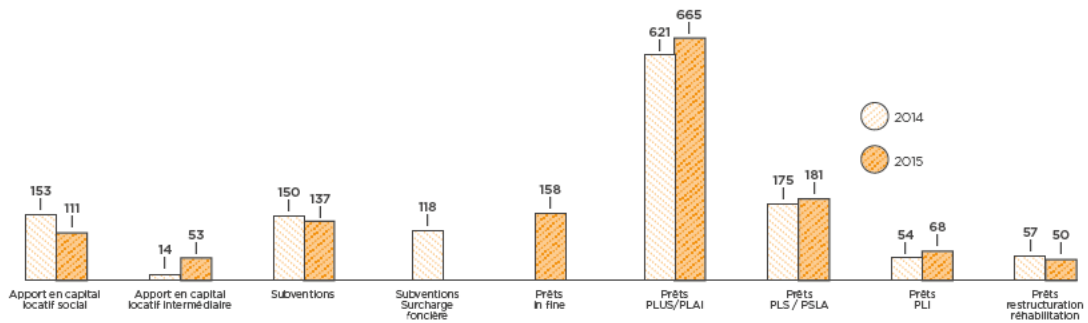
- ▶ TOTAL EN 2014 : 1 342 M€
- ▶ TOTAL EN 2015 : 1 423 M€



## AIDES EN FAVEUR DES BAILLEURS

Par type de financement

En millions d'euros

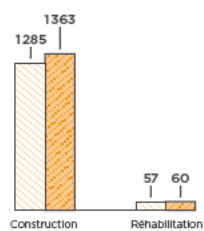


## AIDES EN FAVEUR DES BAILLEURS

Construction / Réhabilitation

En millions d'euros

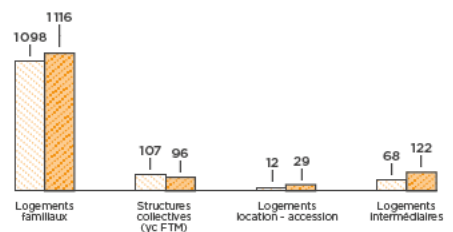
- ▶ TOTAL EN 2014 : 1 342 M€
- ▶ TOTAL EN 2015 : 1 423 M€



## AIDES EN FAVEUR DES BAILLEURS

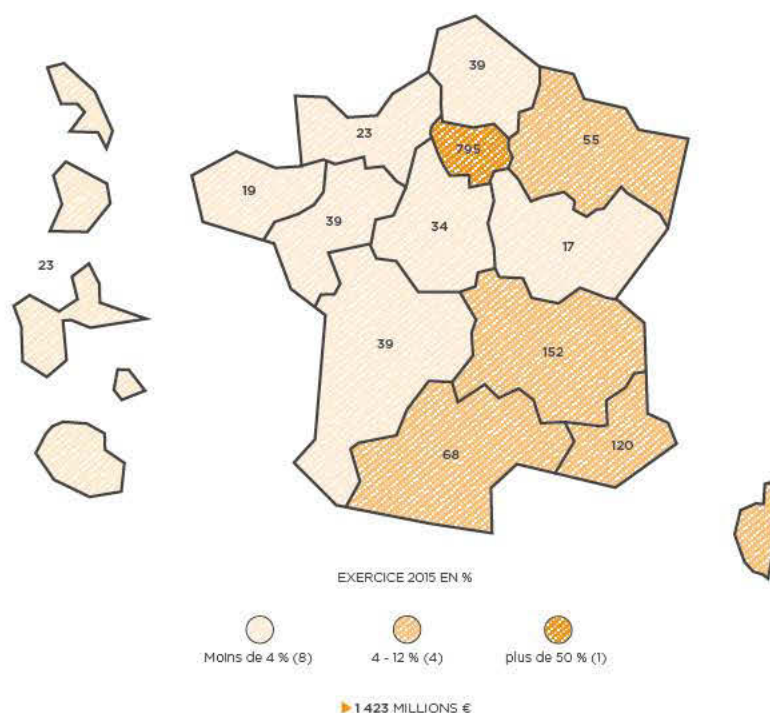
Construction par nature d'opérations

En millions d'euros



## RÉPARTITION DES FINANCEMENTS DÉLIVRÉS EN FAVEUR DES BAILLEURS PAR RÉGION

Part des montants engagés en %

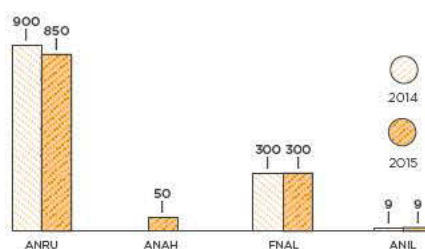


## CONTRIBUTIONS AUX POLITIQUES PUBLIQUES NATIONALES

### FINANCEMENTS DE L'ANRU, L'ANAH, DU FNAL ET DE L'ANIL

En millions d'euros

▶ TOTAL EN 2014 : 1 209 M€  
▶ TOTAL EN 2015 : 1 209 M€





# PATRIMOINE ACTION LOGEMENT

2014

**919 000**  
LOGEMENTS  
SOCIAUX ET INTERMÉDIAIRES

2015

**948 000**  
LOGEMENTS  
DONT 877 000 LOGEMENTS SOCIAUX  
(ESH sous contrôle)  
ET 71 000 LOGEMENTS INTERMÉDIAIRES



## PROGRAMMATION - MISES EN CHANTIER - LIVRAISONS - VENTES

**23 800**  
LOGEMENTS  
PROGRAMMÉS  
(autorisations de financement de l'État)



**29 700**  
LOGEMENTS  
PROGRAMMÉS  
(autorisations de financement de l'État)

**23 400**  
LOGEMENTS  
MIS EN CHANTIER



**23 150**  
LOGEMENTS  
MIS EN CHANTIER

**23 200**  
LOGEMENTS  
LIVRÉS



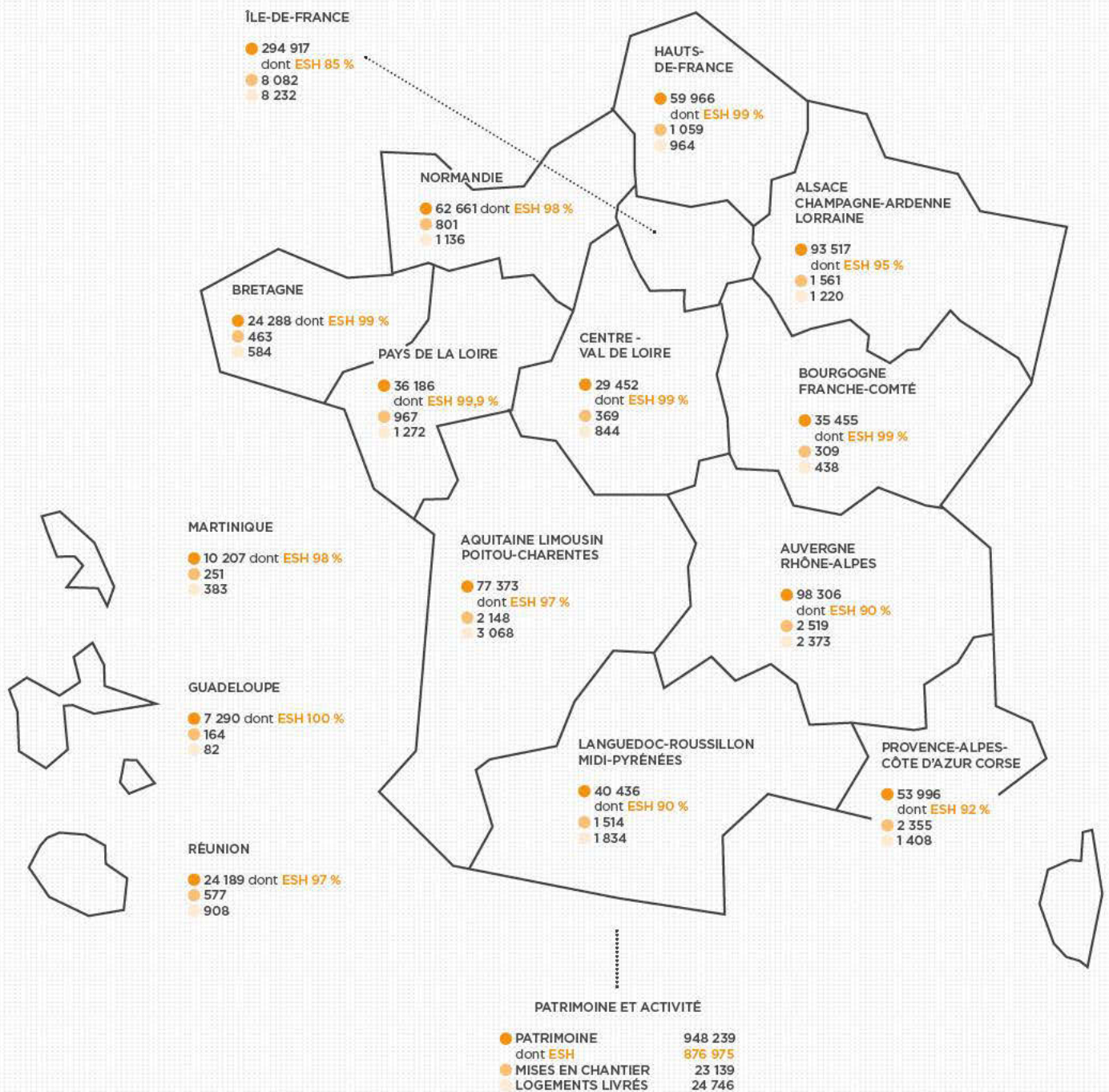
**24 750**  
LOGEMENTS  
LIVRÉS

**3 846**  
LOGEMENTS  
EN ACCESSION  
À LA PROPRIÉTÉ



**4 574**  
LOGEMENTS  
EN ACCESSION  
À LA PROPRIÉTÉ  
ET **2 800** VENTES HLM

## IMPLANTATION DU PATRIMOINE, LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET LIVRÉS PAR RÉGION EN 2015



### RAPPORT ANNUEL ACTION LOGEMENT 2015

**Directeur de publication**  
Bruno Arbouet

**Réalisation**  
Comité de rédaction et coordination éditoriale : Jean-François Faucher, Magali Villaret, Aurélie Leroux. **Secrétariat de rédaction** : Florence de Wispeleere, Emmanuelle Harriou. **Coordination Informations régionales** : Cécile Mousset. **Tildé Paris** : Gabrielle Rivault, Caroline Chaumin, Matthieu Lepoint.

**Crédits photographiques**  
Page 1, 12, 13, 33 et 40 : MACIEJ NOSKOWSKI / Getty Images.

Page 2 : Dataviz, Mathieu Ollitrait-Bernard. Page 4 : JC Marmara-Figaro-photo. Page 5 : Steve Murez. Page 6 : Steve Murez. Page 8 : DR. Page 9 : DR. Page 10 : Steve Murez, Pascal Muradian. DR. Page 11 : D.Thierry-USH. DR. Page 14 : DR. Page 15 : DR. Philippe Robin. Gil Vicente. Page 16 : DR. Alberto Boccos-Gil. Page 17 : DR. Grégory Copitet. Pages 18 à 25 : DR. Page 26 : DR. Cyrille Weiner. Page 27 : DR. Pages 28 à 31 : DR.

**Crédits architectes**  
Page 14 : TOA. Page 15 : Nicolas Michélin/ANMA, Leibar Seigneurin Architectes. Page 16 : Jean-Philippe Le Covec, Cohen & Béjard. Page 17 : Paul Cassar & Johann Maurin, Pettitdidier & Prioux, Pierre Hanssel/AD2H. Page 18 : Inétu. Page 20 : Alter Smith. Page 21 : A. Atamian, V. Bourgoïn. Page 22 : T&T Architecture, Neo

Architectes. Page 24 : Olgga Architectes. Page 25 : Emmanuelle Colboc, Daquin & Ferrière Architecture. Page 26 : Gérard de Cussac, Jacques Meminger Architecture. Page 27 : Nicolas Laisné Associés. Page 28 : Architecture & Environnement. Page 29 : Bienvenu Architectes, Philippe Madec. Page 30 : Luc Guirmand/Triumvirat. Page 31 : Nathalie Chardon.

AIDES LOCA PASS®, AIDE MOBILI-PASS®, CIL-PASS ASSISTANCE®, AVANCE LOCA-PASS®, AIDE MOBILI-JEUNE®, Visale® sont des marques déposées pour le compte d'Action Logement.

Impression sur papier issu de forêts gérées durablement.

© Action Logement mai 2016

